

I. 2. b. 8.

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

GRÈCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

FÉVRIER 1969

# STATISTIQUES DE BASE DE LA GRÈCE

## LE PAYS

Superficie (milliers de km <sup>2</sup> )	131,9	Principales agglomérations (recensement de 1961):	
Terres cultivées (milliers de km <sup>2</sup> )	36,5	Grand Athènes (y compris Le Pirée)	1 853 000
		Salonique	378 000

## LA POPULATION

Population (1967)	8 716 000	Population active (1966)	3 834 000
Densité au km <sup>2</sup>	66	Population agricole active (en pourcentage du total (1966))	47
Taux d'accroissement moyen (moyenne 1957-1967)	7 ‰	Émigration (moyenne 1965-1967)	82 300

## LA PRODUCTION

Produit national brut au coût des facteurs en 1967 (millions de drachmes)	183 112	Origine du PIB au coût des facteurs en % en 1967:	
PNB au coût des facteurs par habitant (dollars EU)	734	Agriculture	23
Formation brute de capital fixe (moyenne 1966-1967): en pourcentage du PNB	24	Industrie	26
par habitant (dollars EU)	185	Services	51

## L'ÉTAT

Dépenses courantes de l'État en 1967 (en pourcentage du PNB)	18	Investissements fixes publics en 1967 (en pourcentage du PNB)	6,5
Recettes courantes de l'État en 1967 (en pourcentage du PNB)	18		

## LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1963)	2 950	Nombre de voitures de tourisme par 1 000 habitants (1967)	21
Part des dépenses pour l'alimentation dans la consommation privée (1967)	39	Nombre de téléphones par 1 000 habitants (1966)	65
Consommation d'électricité par habitant en 1966 (kWh)	590		

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en pourcentage du PNB (1967)	13,4	Importation de biens et services en pourcentage du PNB (1967)	19,6
Principaux produits exportés en pourcentage des exportations totales (1967):		Principaux produits importés en pourcentage des importations totales (1967):	
Tabac	28	Biens de consommation durables	32
Matières premières	13	Matières premières	22
Raisins secs	8	Biens d'équipements	22
Coton	8	Produits alimentaires	15

## LA MONNAIE

Unité monétaire: la drachme.

Nombre d'unités monétaires par dollar des États-Unis: 30

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# GRÈCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

*L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :*

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

*La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.*

*Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.*

*La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.*

Ce document a été approuvé  
par le Comité d'Examen des Situations Économiques  
et des Problèmes de Développement  
en Février 1969

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>I Évolution en 1967</b>	<b>6</b>
La demande et la production	7
Emploi, salaires et prix	13
Finances publiques	14
Monnaie et crédit	15
Balance des paiements	17
<b>II Évolution en 1968</b>	<b>18</b>
Tendances de la demande et de la production	19
Emploi, salaires et prix	20
Finances publiques	21
Monnaie et crédit	23
Évolution du marché des capitaux	29
Opérations extérieures	29
<b>III Perspectives</b>	<b>34</b>
Prévisions pour 1969	34
Plan de développement économique 1968-1972	40
<b>IV Conclusions</b>	<b>44</b>

## TABLEAUX

### (a) TEXTE

1 Les variations des composantes de la demande et leurs effets	9
2 Origine et utilisation des ressources	10
3 Formation brute de capital fixe	11
4 Structure et évolution du produit intérieur brut	12
5 Comptes du secteur public	16
6 Finances publiques. Résultats	24
7 Évolution du crédit	25

8	Disponibilités monétaires et quasi monétaires	27
9	Facteurs ayant affecté la liquidité de l'économie	28
10	Balance des paiements	31
11	Invisibles	35
12	Prévisions pour 1969	37
13	Principaux objectifs du Plan de développement 1968-1972	41
 (b) ANNEXE		
A	Origine et utilisation des ressources	48-49
B	Formation brute de capital fixe	48-49
C	Indices de la production industrielle	50
D	Production agricole	51
E	Autres indices d'activité	52-53
F	Indices des prix	52-53
G	(a) Monnaie et crédit	54-55
	(b) Taux d'intérêt	56
H	Commerce extérieur par groupe de produits	57

## GRAPHIQUES

1	Principales tendances de l'évolution économiques, 1964-1968	8
	(a) Croissance économique et déséquilibres	8
	(b) Quelques opérations avec l'Étranger	8
2	Indices de la production industrielle	21
3	Indices des prix	22
4	Évolution de quelques variables monétaires, 1965-1968	26
5	Commerce extérieur	30
	(a) Importations et exportations totales	30
	(b) Importations de biens d'équipement	32
	(c) Importations de biens de consommation manufacturés	32
6	Tendances à moyen terme et principaux objectifs du Plan de développement, 1968-1972	43

## INTRODUCTION

Au cours de ces deux dernières années, le rythme de croissance de l'économie grecque a marqué un ralentissement, suivi d'une reprise progressive. La dernière étude de l'OCDE (avril 1967) faisait observer qu'après l'intensification des pressions inflationnistes en 1964 et 1965, la tâche qui consistait à rétablir l'équilibre avait, dans l'ensemble, été menée à bien en 1966. La confiance dans la monnaie avait été restaurée, et la situation des finances publiques s'était sensiblement améliorée. Malgré le taux de croissance élevé du PIB (environ 7 % au coût des facteurs), le déficit de la balance des paiements courants s'était stabilisé et avait été largement couvert par d'importantes entrées de capitaux, y compris un prêt officiel du Fonds Monétaire Européen. Mais la hausse des prix demeurait considérable et l'évolution en 1967 s'annonçait plus préoccupante pour ce qui était de la balance des paiements et du financement des investissements publics. Malgré une forte progression de ces derniers, les investissements avaient eu tendance à plafonner au second semestre; la construction de logements s'était ralentie et les investissements productifs du secteur privé avaient faibli du fait que certains grands projets étaient terminés.

Sous l'effet de ces divers facteurs, et pour des raisons non économiques, le climat économique a sensiblement changé en 1967. Le ralentissement de la demande intérieure — et notamment des investissements du secteur privé — a réduit la croissance du PNB au coût des facteurs à 4,2 %, sans toutefois améliorer sensiblement la balance des paiements courants, laquelle a été par ailleurs influencée par certains développements survenus à l'étranger. En outre, les entrées nettes de capitaux étrangers ont diminué. Parmi les éléments plus positifs, on notera que les prix n'ont augmenté que modérément alors qu'ils avaient considérablement monté les années précédentes. C'est en partie sous l'effet expansionniste des finances publiques et grâce à une politique d'aisance en matière de crédit que l'activité économique a amorcé une reprise après la fin de 1967. Selon des estimations provisoires, la croissance du PNB a été d'environ 4,5 % en 1968, malgré le recul de la production agricole. Jusqu'à l'été dernier, le principal moteur de la reprise était l'expansion de la consommation tant privée que publique et de la construction de logements. Depuis une date plus récente, les investissements publics s'accélérent et on relève aussi quelques indices d'une reprise des investissements

productifs du secteur privé. Les prix sont restés pratiquement stables. Jusqu'à présent, le redressement de la demande intérieure n'a pas entraîné d'accroissement considérable du déficit des paiements courants et, comme les entrées de capitaux ont progressé, il est probable que la balance globale des paiements aura été à peu près équilibrée en 1968.

L'expansion semble devoir se poursuivre en 1969, bien qu'il soit encore difficile d'évaluer la vigueur des différentes composantes de la demande. Il est vraisemblable que la consommation totale et la construction de logements connaîtront une progression assez rapide et que la tendance précédente à la diminution des stocks se renversera. Toutefois, la forte augmentation que, selon les prévisions officielles, devraient marquer les investissements productifs dépendra, dans une large mesure, de la réalisation de certains grands projets qui comportent une participation étrangère. Selon les estimations officielles, le PNB doit augmenter de 8 à 9 % alors que la projection moyenne du Plan pour 1968-1972 est de 8 %, en raison notamment de la reprise présumée de la production agricole. Étant donné la marge actuelle de ressources inemployées, la forte augmentation de la demande intérieure que laissent présager ces estimations ne devrait pas, pendant un certain temps, provoquer de tensions sur les prix. Elle pourrait, toutefois, entraîner un déficit considérable de la balance des paiements courants et mettre en évidence la nécessité d'obtenir de l'étranger des moyens appropriés de financement à long terme.

La 1<sup>re</sup> Partie de la présente Étude retrace les grandes lignes de l'évolution de l'économie grecque en 1967. L'évolution économique en 1968 est décrite dans la Partie II. La Partie III examine les perspectives à court terme et donne un résumé succinct des objectifs du Plan de Développement. La dernière section tire certaines conclusions de l'analyse.

## I ÉVOLUTION EN 1967

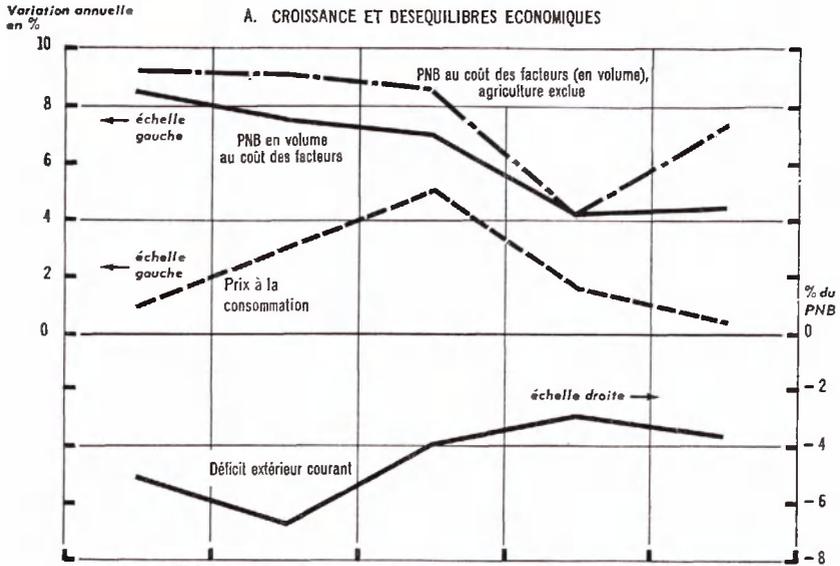
Le ralentissement de l'allure de l'expansion de l'économie grecque, qui aurait commencé à se manifester dès le deuxième semestre de 1966, s'est transformé en une légère récession en 1967 lorsque les tendances cycliques se trouvèrent renforcées par des événements exceptionnels de caractère non économique. Le produit des secteurs non agricoles, qui s'était élevé de 7 % par an en moyenne de 1960 à 1963 et de 9 % approximativement au cours des trois années suivantes, s'est accru d'à peine un peu plus de 4 % en 1967. Le secteur public a joué un rôle très important à la fois pendant la période de forte expansion et pendant la phase de ralentissement. Entre 1963 et

1965, la détérioration de l'épargne publique a représenté plus de 1 % du PNB. Les mesures prises à la fin de 1965 pour accroître les recettes et restreindre la croissance des dépenses courantes avaient abouti en 1966 à une augmentation de l'épargne publique correspondant à près de 1 % du PNB. Le taux annuel de croissance était encore considérable (près de 9 % pour le produit non agricole) mais la tendance de l'investissement s'était ralentie en cours d'année. On relevait même des signes de décélération de la consommation privée comme en témoigne l'augmentation des stocks de produits textiles finis. En 1967, en dépit des bonnes récoltes, le PNB total au coût des facteurs et le produit de l'industrie ne se sont élevés respectivement que de 4,2 % et de 3,3 %.

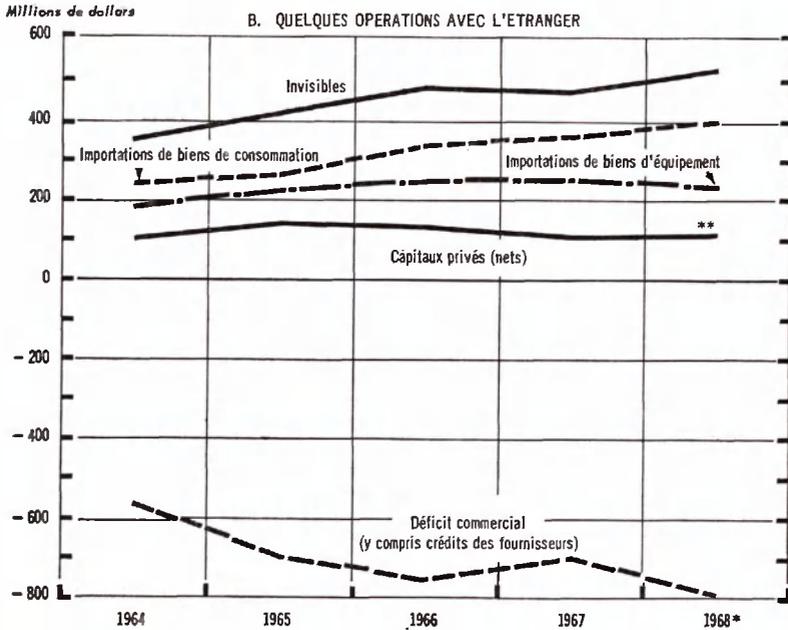
### *La demande et la production*

Du côté de la demande, le facteur principal du ralentissement constaté en 1967 a été le fléchissement des investissements privés (navires exclus), lesquels avaient augmenté rapidement pendant plusieurs années et étaient particulièrement élevés en 1966. Plus prononcée dans la construction, la baisse enregistrée a touché aussi les investissements productifs. Le volume de la construction résidentielle (autres bâtiments compris) a baissé d'environ 4 %. La fin du « boom » (la construction résidentielle s'était élevée en moyenne de 15 % entre 1963 et 1966) peut en grande partie s'expliquer par la baisse du rendement des investissements dans la construction d'immeubles à usage d'habitation provoquée par la taxe de 25 % sur les plus-values immobilières instituée en 1965. Cette taxe fut abolie en 1967 en même temps que l'impôt foncier progressif, tandis qu'était rétabli le système antérieur d'imposition proportionnelle. Ces mesures, accompagnées de larges facilités de crédit en faveur de la construction et de l'achat d'appartements et d'un financement accru des entreprises de construction ont stoppé le déclin dans ce secteur vers la fin de l'année, où le volume des nouveaux permis de construire s'est de nouveau accru fortement. En ce qui concerne les investissements productifs privés, le ralentissement s'explique principalement par l'achèvement en 1965 de quelques projets importants, tels qu'une usine d'aluminium et une raffinerie de pétrole, mais le reste des investissements semble tout de même avoir faibli. Le volume global des investissements en équipements et matériel (navires exclus) a légèrement baissé: la diminution des investissements privés, qui s'explique en partie par l'importance des achats d'avions effectués en 1966, a été à peu près compensée par l'augmentation des investissements du secteur public, notamment ceux des entreprises publiques. L'investissement global en équipement a progressé de 6,8 % mais, si l'on se réfère aux importations d'outillages (paiements et crédits des fournisseurs), il s'est produit une baisse sensible entre le second semestre de 1966 et le second semestre de 1967. L'augmentation de la demande de biens et

Graphique 1 Principales tendances économiques, 1964-1968



Source : Mémorandum de la Grèce à l'OCDE.



\* Estimations.

\*\* Janvier-novembre.

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

services (dépenses courantes et en capital) de l'État a représenté en 1967 près du tiers de l'accroissement de la demande intérieure globale en termes réels. En particulier, l'achat de biens à des fins courantes paraît s'être accru de 6,4 % en volume, ce qui peut résulter, pour une part, de l'augmentation des dépenses militaires. Selon les comptes nationaux provisoires, la consommation privée s'est élevée de 5,7 % en termes réels, contre 5 % en 1966. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une compensation s'est opérée entre, d'une part, les effets du ralentissement de l'activité économique sur l'emploi et les revenus et, d'autre part, la progression des revenus agricoles, l'augmentation continue des salaires et le ralentissement de la hausse des prix.

Tableau 1 Les variations des composantes de la demande et leurs effets

A = Contribution en % des composantes de la demande à l'accroissement du PNB (en volume)

B = Contribution en % à l'indice des prix implicites du PNB

	1965		1966		1967		1968	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1 Consommation privée	83,0	2,5	49,6	2,4	87,2	0,8	77,4	0,3
2 Consommation publique	8,5	0,9	7,8	0,8	12,8	1,1	4,7	0,3
3 Consommation totale	91,5	3,4	57,4	3,2	100,0	1,9	82,1	0,6
4 Investissements fixes <sup>1</sup>	36,8	1,0	32,2	0,4	—	0,4	55,7	0,4
5 Variation des stocks	17,0	—	44,4	—	6,4	-0,1	-19,8	0,1
6 Demande intérieure	145,3	4,4	45,2	3,6	106,4	2,2	118,0	1,1
7 Solde extérieur <sup>1</sup>	-45,3	—	54,8	-0,4	-6,4	0,1	-18,0	—
8 PNB: variation annuelle en % et prix implicites	7,7	4,4	7,7	3,2	4,8	2,3	6,2	1,1

1 A l'exclusion des bateaux

Source : Memorandum de la Grèce et prévisions officielles pour 1968.

La production agricole s'est accrue de 4,5 % à prix constants, taux plus élevé que la moyenne à long terme. Dans l'ensemble, la structure des récoltes s'est quelque peu améliorée en 1967, du fait notamment de la progression des produits agricoles d'exportation et des produits se substituant aux importations. Au cours de la même année, le système des mesures de soutien du revenu agricole a été radicalement modifié en ce qui concerne le blé, le raisin sec et le tabac. On a dissocié ces mesures du mécanisme des prix par l'instauration de subventions directes aux agriculteurs tout en garantissant un prix minimum assez bas pour éviter les fluctuations anormales de prix. Le commerce des principaux produits agricoles qui, jusqu'en 1967 était pratiquement ou entièrement contrôlé par l'État, a été confié aux entreprises privées. A la

Tableau 2 Origine et utilisation des ressources<sup>1</sup>

	1965 (aux prix courants)		Variations en volume (aux prix de 1958)						
	Millions de drachmes	% du PNB	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 <sup>2</sup>
1 Dépenses des consommateurs en biens et services	126 800	71,5	7,6	8,8	8,4	5,0	5,7	6,5	5,6- 7,0
2 Dépenses courantes de l'État en biens et services	20 300	11,5	3,3	7,9	6,9	6,4	6,4	3,1	5,1
3 Formation brute de capital fixe	40 154	22,6	7,8	18,9	13,5	11,8	—	16,1	15,7-16,4
(a) des entreprises privées	29 458	16,6	13,6	24,3	14,4	12,4	-4,7	16,7	14,6-15,6
(b) de l'État et des entreprises publiques	10 696	6,0	-3,9	5,9	10,9	10,1	14,0	14,5	18,5
4 Variation des stocks	6 576	3,7	—	—	—	—	—	—	— —
5 Exportations de biens et services, y compris les revenus en provenance du reste du monde	20 510	11,6	9,9	5,1	10,2	30,8	} -11 204 <sup>3</sup>	-13 100 <sup>3</sup>	-14 800 <sup>3</sup> -14 850 <sup>3</sup>
6 Moins : importations de biens et services, y compris les revenus versés au reste du monde	37 099	20,9	11,3	16,2	21,8	0,2			
7 Produit National Brut aux prix du marché	177 241	100,0	8,3	9,0	7,7	7,7	4,8	6,2	8,2- 9,1

1 Navires exclus.

2 Prévisions.

3 Prêts nets à l'étranger et transferts nets au reste du monde en millions de drachmes (1966 = - 10,669).

Source : Ministère de la Coordination.

Tableau 3 Formation brute de capital fixe<sup>1</sup>

	Structure aux prix courants				Accroissement en volume (en %) aux prix de 1958			
	Moyenne 1963-64	Moyenne 1965-66	1967	1968	1966	1967	1968	1969 <sup>2</sup>
<b>A. RÉPARTITION PAR PRODUIT:</b>								
1 Locaux d'habitation	32,8	33,5	31,3	32,4	9,4	-5,7	19,7	15,6
2 Autres constructions	36,6	35,0	36,4	37,2	8,7	7,2	18,2	18,7
3 Matériel de transport	8,5	9,6	10,0	8,8	69,3	-13,6	2,0	10,6
4 Equipement	22,1	21,9	22,3	21,6	-3,2	6,8	13,1	16,1
Investissement total	100,0	100,0	100,0	100,0	11,1	—	16,1	16,4
<b>B. RÉPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ:</b>								
1 Agriculture	13,2	11,4	12,0		-2,3	11,9		
2 Industrie extractive et manufacturière	13,5	14,6	13,0		—	-8,3		
3 Locaux d'habitation	32,8	33,5	31,3		9,3	-5,7		
4 Transports et communications, électricité, gaz, eau	25,7	26,6	29,8		22,0	8,0		
5 Services	14,8	13,9	13,9		19,4	-1,8		

1 A l'exclusion des navires enregistrés sous pavillon grec.

2 Hypothèse forte de la prévision indiquée dans le tableau 12.

Source : Memorandum de la Grèce et autorités grecques.

Tableau 4 Structure et évolution du produit intérieur brut

	1965		Variation annuelle en volume (aux prix de 1958)							
	Millions de drachmes	% du PIB	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 <sup>1</sup>
1 Agriculture, sylviculture, pêche	38 319	25,1	-7,2	7,8	6,3	2,6	0,1	4,5	-6,0	6,9- 8,9
2 Industrie extractive	1 776	1,2	4,7	6,3	12,1	14,2	9,5	3,3	10,2	11,0-12,2
3 Industrie manufacturière	24 403	16,0	5,4	10,9	9,6	8,9	11,3			
4 Électricité, gaz, eau	2 002	1,7	10,1	14,0	11,9	11,3	23,9			
5 Construction	11 280	7,4	7,7	7,4	16,0	9,7	6,6			
6 Administration publique, défense, santé et éducation	18 739	12,3	5,1	3,8	5,3	3,9	2,4	4,1	5,0	6,5- 7,0
7 Autres services	55 528	36,3	6,7	7,3	8,8	10,0	8,6			
8 PIB aux coûts des facteurs	152 047	100,0	2,6	7,7	8,5	7,4	6,6	4,0	4,0	7,9- 9,0
9 Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	3 630	2,4	10,8	16,0	10,0	5,9	6,4			-

1 Prévisions.

Source : Memorandum de la Grèce.

suite de ces mesures, les achats de blé par l'État se sont réduits sensiblement en 1967 et le prix du pain a baissé dans l'agglomération d'Athènes. On ne dispose pas encore de données comparables concernant le coût du soutien public à l'agriculture selon l'ancien et le nouveau système.

L'indice général de la production manufacturière s'est accru de 3,3 % seulement en 1967, contre 15,4 % en 1966 et 8 % en 1965. Le meilleur indicateur disponible des tendances cycliques est l'indice de l'industrie manufacturière, alimentation, boissons et tabac exclus. Comme l'indique le graphique 2, une tendance à la baisse est apparue en cours d'année, spécialement au troisième trimestre, suivie d'une reprise au quatrième. Certaines industries traditionnelles comme le textile, qui montraient déjà des signes d'affaiblissement en 1966, ont enregistré une baisse sensible; par contre, de nouvelles industries comme la chimie ont continué de progresser substantiellement. Le volume global de la construction s'est élevé moins rapidement qu'au cours des années passées, une augmentation de l'investissement public ayant plus que compensé le déclin d'activité de la construction privée. La valeur ajoutée dans le secteur secondaire n'a augmenté en moyenne que de 3,3 % en termes réels, contre 11 % environ au cours des années précédentes. La production du secteur des services a progressé un peu plus rapidement que le total du PIB malgré une décélération des activités touristiques.

### *Emploi, salaires et prix*

D'après les données disponibles, l'emploi dans les entreprises industrielles et artisanales a baissé de 1,5 % en 1967 (moyenne annuelle) et se situait en fin d'année à 4 % au-dessous du niveau correspondant de 1966. Étant donné les limites de son champ d'application, cet indice n'est pas pleinement représentatif de la tendance de l'emploi. Mais la baisse de l'emploi industriel (la première depuis dix ans, période au cours de laquelle l'emploi total dans l'industrie et la construction a progressé de 2,7 % en moyenne) semble compatible avec l'augmentation considérable du chômage recensé. Ce dernier a atteint en moyenne le chiffre record de 84 000 chômeurs, en 1967, contre 65 000 l'année précédente; mais, si l'on tient compte des facteurs saisonniers, il semble que le chômage ait plafonné en fin d'année, parallèlement à la reprise de la production industrielle. Il est probable, cependant, que cette aggravation marquée du chômage est en partie imputable à une baisse de l'émigration. Le nombre total des émigrants a diminué de moitié; 16 000 personnes seulement ont émigré vers des pays d'Europe occidentale (Allemagne, notamment), contre 53 000 en 1966.

L'augmentation de plus de 20 % des salaires minimums des ouvriers non qualifiés résultant des conventions collectives nationales (signées en février 1967 et applicables en partie immédiatement, en partie en juillet), de

même que l'introduction (décidée à la fin de 1966) d'échelles uniformes de traitements dans la fonction publique ont sans aucun doute entraîné un accroissement important de la masse globale des salaires. On ne dispose pas encore d'estimations concernant la rémunération des salariés pour 1967; l'augmentation aura probablement été de 9 % environ (comparée aux 12 % de 1966) si l'on se réfère à la hausse enregistrée dans le montant global des cotisations de Sécurité Sociale. Ce chiffre paraît compatible avec l'évolution de l'emploi dans l'industrie manufacturière et les estimations du service national de statistique qui indiquent un accroissement de 11,7 % des salaires horaires moyens dans ce secteur. Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont donc dû s'élever et, comme les prix sont restés relativement stables, les marges bénéficiaires se sont probablement trouvées réduites dans plusieurs branches de l'industrie. La hausse considérable des prix à la consommation enregistrée au cours des deux années précédentes a été interrompue en 1967 et il s'est même produit à partir du milieu de l'année une baisse qui reflétait sans aucun doute le ralentissement de l'activité mais aussi la baisse des prix de certaines denrées agricoles ainsi que l'effet des mesures de contrôle des prix. La hausse moyenne pour l'ensemble de 1967 de l'indice des prix à la consommation a été supérieure de 1,7 % à la moyenne de 1966; mais l'indice lui-même a baissé de 1,3 % entre le commencement et la fin de 1967. La hausse enregistrée au cours des années 1965 et 1966 avait été de l'ordre de 10 % soit autant que durant les sept années précédentes. Toutefois, le mouvement général des prix représenté par l'indice dérivé du PNB, n'a pas fait apparaître en 1967 une grande décélération (2,3 % contre 3,2 % en 1966), en raison principalement des hausses substantielles qu'on subies les prix des biens et des services acquis par l'État.

### *Finances publiques*

Le secteur public a eu un important effet expansionniste sur l'économie en 1967. L'épargne publique a baissé dans une proportion supérieure à 1 % du PNB et, bien que les dépenses budgétaires d'investissement n'aient progressé que modérément, l'investissement des entreprises publiques s'est fortement accru. L'apparition d'une épargne négative dans le secteur public a été provoquée par une vive accélération des dépenses courantes totales (qui se sont élevées de 23,5 % contre 10,5 % en 1966) non compensée par une augmentation comparable des recettes fiscales. En fait, celles-ci se sont accrues de 15,4 % (contre 22,3 % en 1966), dont 11,6 % au titre des impôts directs sur les ménages.<sup>1</sup> Il convient de rappeler ici le rendement assez faible du système fiscal grec. Entre 1957 et 1966, les impôts directs sur les ménages se sont accrues d'un peu moins de 7 % par an, alors que le revenu national

<sup>1</sup> Ces comparaisons sont fondées sur les concepts des comptes nationaux (voir tableau 5) mais ne tiennent pas compte des dernières révisions intervenues dans les comptes du secteur public, dont le détail n'est pas encore disponible.

progressait de plus de 8 % annuellement. Dans le même temps, les impôts indirects augmentaient en moyenne de 13 % par an, leur part dans le total du PNB aux prix du marché passant de 9,7 % en 1957 à près de 14 % en 1967. Les comptes nationaux ne donnent pas d'estimations pour les flux du compte des opérations en capital de l'État. Sur la base des données budgétaires, le déficit global pour 1967<sup>1</sup> a été d'environ 5,3 milliards de drachmes, financé à concurrence de 1 milliard par des ressources étrangères (y compris les contributions de l'OTAN: 0,7 milliard) et de 4,1 milliards par des emprunts intérieurs (émission d'un emprunt obligataire, ventes de bons du Trésor et recours à la Banque de Grèce). L'un des faits importants de 1967 a été le financement des déficits du Trésor résultant de la politique de soutien à l'agriculture de ces dernières années par la conversion des avances de la Banque de Grèce à l'État en prêts amortissables d'un montant de 2,6 milliards de drachmes (1,1 milliard en 1966), remboursables à compter de 1968. Si l'on exclut ces prêts, le solde débiteur des comptes ouverts à l'État par la Banque de Grèce pour l'achat de produits agricoles et de « biens de consommation » a diminué de 0,3 milliard de drachmes en 1967 après avoir augmenté de 2,6 milliards en 1966. Cette amélioration tient en partie à la nouvelle politique de soutien des prix agricoles.

### *Monnaie et crédit*

La principale caractéristique de l'évolution monétaire de 1967 a été l'accroissement très rapide de la masse monétaire (21,1 %, contre 10,9 % en 1966). L'augmentation a été particulièrement forte pour les billets (28,9 % contre 12,3 % en 1966). En dépit d'une décélération marquée des disponibilités quasi monétaires, spécialement des dépôts d'épargne, l'accroissement des actifs liquides totaux a été très important (18,7 %) par rapport à la hausse nominale du PNB (7,2 %). La préférence (particulièrement marquée en avril et vers la fin de l'année) que le public a manifestée pour les avoirs liquides, au détriment des dépôts, tient aux inquiétudes suscitées par les événements intervenus durant l'année et, de plus, l'accroissement de la circulation monétaire s'est trouvé facilité par une forte expansion du crédit, en particulier durant le second semestre de 1967.

Pour reconstituer la liquidité des banques commerciales, les autorités monétaires ont favorisé une forte expansion des opérations de réescompte auprès de la Banque Centrale. C'est ainsi que les prêts et avances au secteur privé se sont accrus en 1967 de 10,8 milliards de drachmes, soit de plus de 19 %, contre 13,8 % en 1966; l'augmentation a été particulièrement élevée pour l'industrie manufacturière et la construction d'habitations (20 % et 43 % respectivement). L'effet expansionniste sur la liquidité du secteur

1 Les données budgétaires pour 1967 regroupent également les recettes et les dépenses pour la période prolongeant l'exercice financier jusqu'au 30 juin 1968.

Tableau 5 Comptes du secteur public  
Concepts des Comptes Nationaux  
En milliards de drachmes

	1963	1964	1965	1966	1967	1966/65 %	1967/66 %
<b>ADMINISTRATION CENTRALE:</b>							
1 Recettes courantes	18,5	21,7	24,6	29,8	34,3	21,1	15,1
2 Dépenses courantes	16,6	20,0	25,8	28,5	35,2	10,5	23,5
<i>dont :</i>							
(a) biens et services	11,7	13,8	17,7	19,7	24,7	11,3	25,4
(b) subventions et transferts	4,9	6,2	8,1	8,8	10,5	8,6	19,3
3 Epargne nette	1,9	1,6	-1,2	1,3	-0,9		
<b>COMPTE CONSOLIDÉ DE L'ÉTAT:</b>							
4 Recettes courantes	30,2	34,7	39,8	47,4	54,9	19,0	15,8
5 Dépenses courantes	26,2	30,6	38,3	43,4	53,1	13,3	22,4
6 Epargne nette	4,1	4,1	1,5	4,0	1,8		
<i>dont :</i>							
(a) administration centrale	1,9	1,6	-1,2	1,3	-0,9		
(b) administrations locales	1,2	1,4	1,4	1,2	1,5		
(c) sécurité sociale	0,9	1,0	1,3	1,4	1,2		
7 Epargne nette des entreprises publiques	1,3	1,7	1,9	..	..		
8 (= 6 + 7) Epargne nette du secteur public	5,4	5,8	3,4	..	..		
9 Formation brute de capital fixe <sup>1</sup>	8,2	9,3	10,7	11,9	13,8	11,2	15,9
10 Variation des stocks <sup>1</sup>	-0,9	3,0	2,2	-0,2	..		
11 Déficit financier (= 8 - 9 - 10)	-2,0	-6,5	-9,5	..	..		

1 Ces chiffres regroupent l'État et les entreprises publiques; il n'existe pas de ventilation.

Source : Memorandum de la Grèce.

public s'est avéré moindre en 1967 qu'en 1966; cela tient principalement à l'effet de contraction exercé par le compte de biens de consommation et par d'autres comptes concernant les produits agricoles. De son côté, le secteur extérieur a eu une légère action dans le même sens. Diverses mesures de politique monétaire et de crédit ont été prises vers le milieu de 1967 pour tirer l'économie de la dépression. Le taux de réescompte de la Banque de Grèce a été abaissé de 5,5 % à 4,5 % en juillet 1967; le plafond des prêts bancaires a été augmenté de 15 % environ et en août a été approuvée une augmentation de 30 % de la limite de réescompte des effets non accompagnés de facture présentés aux banques par les commerçants et les artisans. Des prêts d'un montant de 2,3 milliards de drachmes ont été octroyés pour la réalisation de projets d'habitations durant le reste de l'année 1967 et les banques commerciales ont reçu l'autorisation d'accorder des prêts aux entreprises de construction.

#### *Balance des paiements*

Le déficit extérieur courant (calculé sur la base des règlements et des crédits accordés par les fournisseurs), qui avait diminué en 1966 de 9 millions de dollars, s'est réduit encore davantage en 1967 (42 millions de dollars), atteignant 222 millions de dollars, soit à peu près 3 % du PNB. L'amélioration tient uniquement à la réduction du déficit commercial, les recettes nettes des invisibles ayant enregistré une baisse. Les importations totales (sur la base des règlements) n'ont presque pas augmenté en 1967 (2 %, contre 18 % en 1966 et 13 % en 1965) alors que les exportations progressaient de plus de 12 %. La quasi-stagnation des importations s'explique en partie par la baisse des importations de produits agricoles due aux bonnes récoltes et par le recul des importations de biens d'équipement. Les importations de matières premières sont restées stables mais les importations de biens de consommation ont continué d'augmenter, moins rapidement toutefois qu'au cours des années précédentes. On doit noter que la valeur des importations de biens de consommation manufacturés est plus élevée que celle de toutes les autres grandes catégories de biens importés et représente à présent plus de deux fois le total net des entrées de capitaux. En 1967, les recettes d'exportation ont progressé moins vite qu'en 1966, mais à un taux encore assez satisfaisant. Toutes les grandes catégories de biens exportés ont participé à cet accroissement. Les exportations de produits alimentaires ont augmenté de plus de 15 millions de dollars, après avoir progressé d'un peu moins de 30 millions de dollars, en 1966, grâce à l'important développement des exportations de fruits et d'huile d'olive. Les exportations de produits manufacturés et artisanaux ont augmenté de quelque 25 millions de dollars (après s'être accrues de 18 millions de dollars en 1966), malgré une stagnation des ventes de produits textiles. Cette hausse des exportations s'est réalisée en

dépit d'un ralentissement du commerce mondial (les importations totales des pays de l'OCDE se sont élevées de 5,5 % en 1967 contre 10,6 % en 1966). Les recettes brutes au titre des opérations invisibles se sont accrues quelque peu en 1967, atteignant 659 millions de dollars (636 millions de dollars en 1966) grâce à une nouvelle et importante progression des recettes des transports maritimes qui a plus que compensé la perte de recettes du tourisme et la diminution des envois de fonds des émigrants. Comme les paiements d'invisibles ont continué d'augmenter, la balance des invisibles s'est légèrement détériorée mais, s'élevant à 474 millions de dollars, elle a financé encore près des deux tiers du déficit commercial.

Les entrées nettes de capitaux ont été sensiblement plus faibles en 1967 (180 millions de dollars) qu'en 1966 (263 millions). Les entrées de capitaux privés (crédits de fournisseurs exclus) ont baissé (134 millions de dollars en 1966, 108 millions en 1967) et les entrées de capitaux publics (71 millions de dollars) ont diminué de près de 20 millions de dollars. Par contre, les prêts des institutions de crédit ont augmenté de 20 millions de dollars. Le solde global (y compris un poste créditeur « erreurs et omissions » anormalement élevé) a fait ainsi apparaître un déficit de 11 millions de dollars (contre un léger excédent en 1966); mais un transfert aux réserves de souverains-or du Fonds Spécial de la Banque de Grèce (35 millions de dollars, contre 22 millions en 1966) a entraîné un accroissement des réserves officielles de change de 14 millions de dollars, faisant suite à l'augmentation de 12 millions enregistrée en 1966.

## II ÉVOLUTION EN 1968

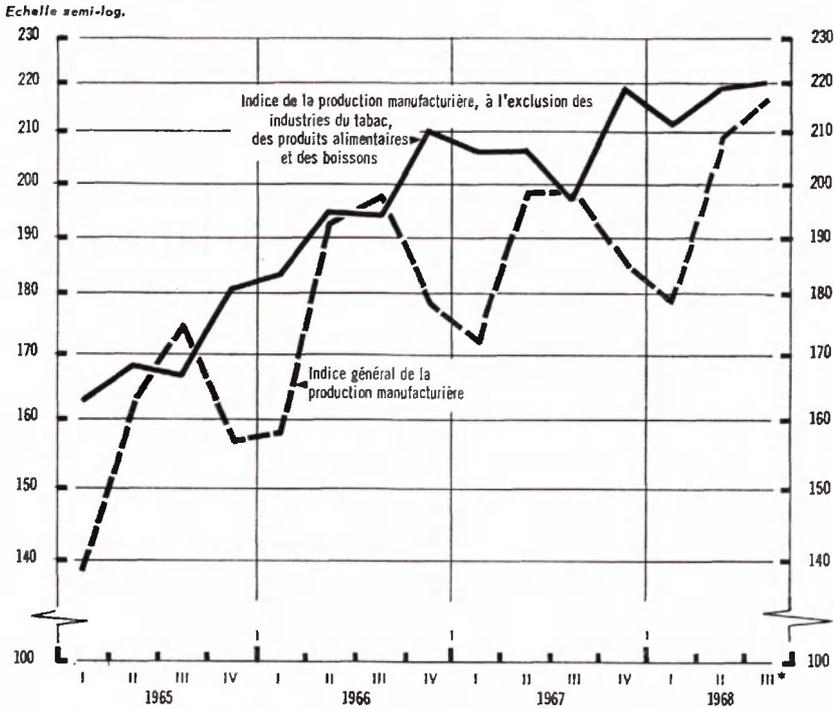
Les statistiques relatives à 1968 dont on dispose jusqu'à présent indiquent que la reprise qui s'était amorcée à la fin de 1967 s'est poursuivie. Après la forte remontée de la production manufacturière constatée vers la fin de 1967 et dans les premiers mois de 1968 — et qui a compensé la baisse qui s'était traduite par un niveau exceptionnellement bas au milieu de 1967 — le rythme de l'avance s'est modéré; mais il paraît s'être accéléré au cours des tout derniers mois. De son côté, l'industrie du bâtiment a probablement connu une expansion soutenue. Le secteur public a également agi dans un sens expansionniste, bien que dans une moindre mesure qu'en 1967. Les prix sont restés pratiquement stables tout au long de l'année, mais le déficit de la balance courante s'est quelque peu aggravé au cours des onze premiers mois de l'année. D'après les estimations officielles, le PNB au coût des facteurs a augmenté en 1968 de quelque 4,5 % en volume, en dépit d'une baisse de la production agricole d'environ 6 %.

*Tendances de la demande et de la production*

Les données statistiques récentes laissent penser que la consommation privée a progressé un peu plus vite que le PNB en 1968, et probablement à un rythme plus rapide que l'année précédente. Pour les neuf premiers mois de l'année, l'indice des ventes au détail a progressé de 7,4 %, contre 4,3 % durant la même période de 1967. Dans le même temps, le montant des paiements effectués au titre des importations de biens de consommation manufacturés a progressé presque aussi rapidement qu'un an auparavant (7 % environ), mais si l'on ne tient pas compte des produits textiles, l'avance a été nettement plus rapide. Les indicateurs courants dont on dispose montrent que les investissements fixes ont dû marquer une certaine reprise dans le courant de 1968. L'investissement dans la construction semble avoir continué à augmenter en 1968. Le nombre des permis de construire s'est élevé fortement au cours des huit premiers mois de l'année, de plus de 40 % par rapport au niveau assez bas de la même période de 1967. L'expansion de la construction a été particulièrement forte dans les provinces, où elle a été soutenue notamment par des crédits spéciaux pour la construction de fermes octroyés par la Banque pour l'Agriculture. Les autres constructions et les travaux publics se sont également développés au cours de la période la plus récente. Les dépenses budgétaires d'investissement, dont la construction constitue l'un des principaux éléments, n'ont augmenté que modérément jusqu'en août, mais elles semblent avoir fortement progressé par la suite, bien que la prévision de 25 % d'augmentation pour 1968 ne se soit peut-être pas réalisée. On ne dispose pas de données récentes concernant l'investissement des entreprises publiques, qui, selon les prévisions, devait aussi augmenter en 1968. Les investissements globaux en matériel et équipement semblent avoir progressé ces derniers temps. Les importations de biens de production (matériel de transport exclu) font apparaître une diminution de 5 % entre les neuf premiers mois de 1967 et les neuf premiers mois de 1968, si l'on tient compte des paiements effectués à ce titre, mais elles accusent une augmentation supérieure à 10 %, si l'on se réfère aux déclarations en douane. On ne sait pas encore dans quelle mesure cette augmentation est due à un accroissement des investissements des entreprises publiques ni jusqu'à quel point elle reflète une reprise des investissements productifs du secteur privé.

Les dépenses publiques courantes se sont accrues rapidement, de plus de 20 %, entre les huit premiers mois de 1967 et la même période de 1968. Les estimations préliminaires des comptes nationaux (qui ne sont pas entièrement comparables aux données budgétaires) font apparaître un accroissement de la consommation publique aux prix courants de 8 % en 1968, contre 17,6 % en 1967, mais on ne dispose pas de données actuelles sur cette base. Un effet de contraction semble avoir été exercé par le mouvement

Graphique 2 Indices de la production industrielle, 1959 = 100  
Moyennes trimestrielles sans corrections saisonnières



Source : Bulletin mensuel de statistique.

des stocks; il pourrait excéder 1 % du PNB. Les stocks agricoles ont probablement baissé du fait des mauvaises récoltes. En outre, la diminution des importations de matières premières au cours des neuf premiers mois, au moment où la production industrielle s'élevait de 6 % par rapport à l'année précédente, laisse supposer un certain prolongement du déstockage. Dans l'ensemble, la demande intérieure semble avoir progressé plus rapidement qu'en 1967, en particulier si l'on ne tient pas compte des variations de stocks. Cependant, l'investissement fixe total ne s'est peut-être pas élevé aussi rapidement qu'on l'estimait officiellement (voir tableau 12).

On ne dispose que d'estimations provisoires pour la production agricole de 1968. La baisse estimée de 6 % serait due pour beaucoup à une diminution des récoltes de blé, d'orge, de tabac et de coton, entraînée par des conditions atmosphériques défavorables et au fait que 1968 est une année de bas rendements dans le cycle de la production d'huile d'olive. La production manufacturière ne paraît pas avoir été très soutenue dans le courant de 1968. L'expansion saisonnière de certaines branches traditionnelles a été très

forte aux second et troisième trimestres, mais l'indice de l'industrie manufacturière, produits alimentaires, boisson et tabac exclus, a marqué seulement une légère progression après la reprise prononcée enregistrée vers la fin de 1967. Il se peut que l'indice de la production industrielle ne reflète pas parfaitement les tendances courantes car il est établi sur la base de l'année 1959 et la structure de la production a beaucoup changé depuis lors. Les derniers chiffres connus (jusqu'à fin octobre 1968) indiquent en tout cas une certaine accélération. La moyenne des dix premiers mois est supérieure de 6,3 % à celle de la même période de 1967 pour l'ensemble de l'industrie manufacturière, mais la progression atteint 7,2 % si l'on ne tient pas compte des produits alimentaires, des boissons et du tabac.

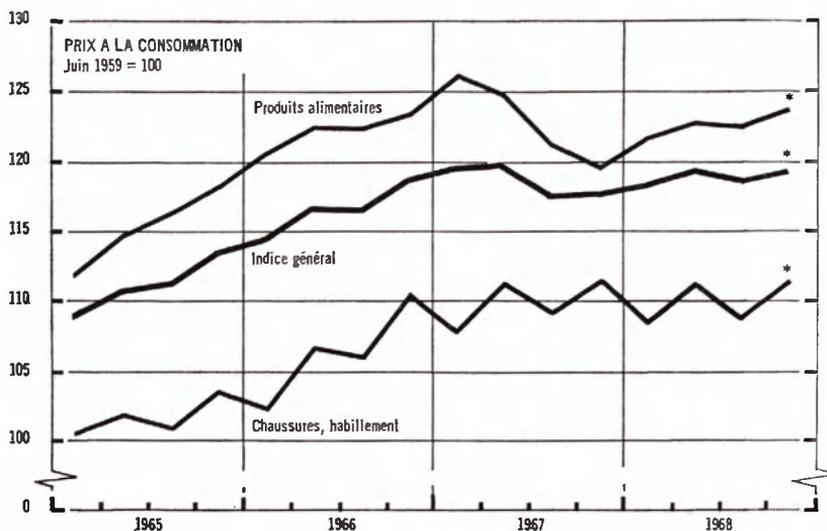
#### *Emploi, salaires et prix*

La reprise de l'activité économique ne s'est pas encore traduite par une progression de l'emploi industriel, lequel a enregistré une baisse de 4 % au premier semestre de l'année dernière par rapport à la période correspondante de 1967. Le chômage a continué de baisser bien que l'absence de données récentes ne permette pas de dire dans quelle mesure cette diminution peut être due à la reprise de l'émigration ou à un recul du nombre des travailleurs émigrés rentrant au pays. Le nombre de chômeurs recensés était de 55 000 en octobre dernier, c'est-à-dire considérablement inférieur à celui d'octobre 1967 (75 000). D'après les données de la Sécurité sociale, les salaires dans l'industrie manufacturière ont augmenté de 10,6 % entre les quatre premiers mois de 1967 et de 1968. Une augmentation de 15 % des taux de salaire minimums a pris effet en partie (7 %) le 1<sup>er</sup> octobre, le complément devant entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1969 (voir ci-après). Les prix à la consommation sont restés pratiquement stables; en octobre, l'indice général n'avait augmenté que de 1,7 % par rapport à l'année précédente, la hausse ayant été cependant un peu plus rapide pour les prix alimentaires. Entre septembre 1967 et septembre 1968, l'indice des prix de gros a progressé de 1,9 %.

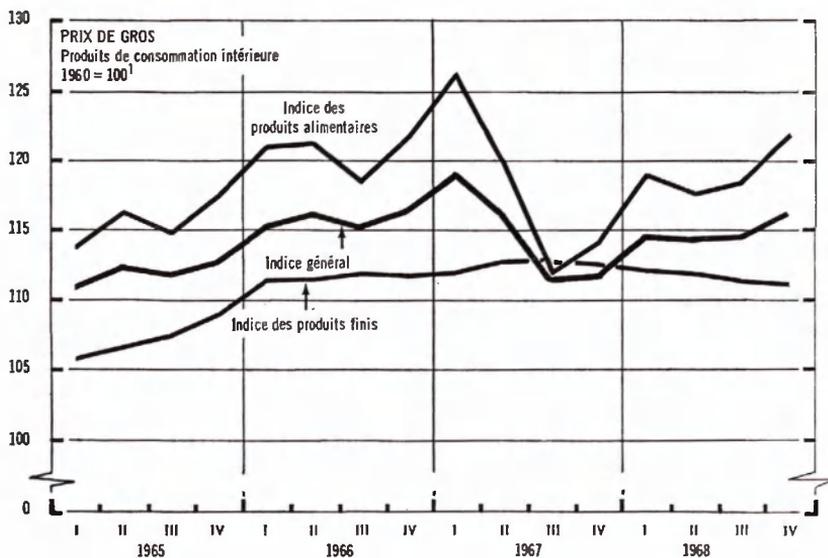
#### *Finances publiques*

D'après les prévisions budgétaires pour 1968, les recettes courantes devaient augmenter de 17 % (13 % en 1967), et les dépenses de 15 % (20 % en 1967), par rapport aux résultats provisoires de 1967. L'excédent du budget ordinaire aurait ainsi été plus élevé, mais, comme les investissements étaient censés progresser de près de 25 % (2 % en 1967), le déficit global devait atteindre 6,8 milliards de drachmes en 1968, alors qu'il a été de 5,3 milliards en 1967. Sur ce total, quelque 2 milliards de drachmes (60 millions de dollars) devaient être financés par des emprunts étrangers, et 4 milliards par des emprunts intérieurs. Comme on l'a déjà signalé, les dépenses courantes

Graphique 3 Indices des prix  
Moyennes trimestrielles



\* Oct.-nov.



1 Indice original, 1952 = 100.

Source : Bulletin mensuel de statistique de la Banque de Grèce.

jusqu'en août se sont accrues plus rapidement. D'autre part, la hausse des recettes fiscales a été plus faible que ce qui était attendu; en particulier, le produit des impôts directs a progressé de 14,6 % (comparés à une prévision de 21 %), et celui des impôts indirects de 15,3 % (contre une prévision de 17 %). Cet écart peut en partie s'expliquer par les réductions des taux d'impôts directs opérées en 1967, mais probablement aussi par les délais supplémentaires consentis au premier semestre de 1968 pour le dépôt des déclarations fiscales et le règlement des impôts. Les dépenses budgétaires d'investissement n'ont augmenté que de 5,2 % jusqu'à la fin du mois d'août. Au cours des dix premiers mois de l'année, le solde débiteur du « Compte des biens de consommation » de l'État auprès de la Banque de Grèce s'est sensiblement amélioré, prolongeant la tendance de 1967. Il s'est trouvé réduit de 1,9 milliard de drachmes (contre une baisse de 0,3 milliard en 1967), les paiements s'étant accrues de 3,2 milliards de drachmes (contre 4,9 milliards en 1967) et les recettes demeurant stables. Selon les dernières estimations officielles disponibles, les résultats budgétaires pour 1968 ne devraient pas différer de beaucoup des prévisions initiales.

### *Monnaie et crédit*

Avec la poursuite de la politique de crédit facile, le taux global d'expansion du crédit bancaire durant les dix premiers mois de 1968 a augmenté un peu plus rapidement par rapport à la période correspondante de 1967 (14,0 % contre 11,3 %). En particulier, le crédit au logement a progressé d'environ 51 %, après l'expansion du même ordre enregistrée en 1967; il représentait plus de 27 % des nouveaux crédits accordés en 1968, contre 17 % en 1967 et 10,3 % en 1966. Le total du crédit bancaire en cours en septembre dernier était de 18 % plus élevé qu'en septembre 1967 (l'accroissement correspondant étant de 15 % pour les douze mois précédents). Le crédit au secteur privé s'est même développé plus rapidement (19 %).

Cette expansion accélérée du crédit ne s'est pas traduite par un gonflement de la masse monétaire; en effet, une fois apaisés les remous des événements exceptionnels de 1967, on a vu réapparaître la préférence pour les placements qui est de tradition dans l'économie grecque. C'est ainsi qu'en dix mois (jusqu'en octobre), la masse monétaire a baissé de 3,9 % (le montant de la monnaie en circulation a même diminué de 7,9 %), après s'être accrue de 8,6 % un an auparavant; mais de novembre 1967 à novembre 1968, le taux de progression enregistré était encore de 2,7 %. D'autre part, les dépôts d'épargne se sont accrues (jusqu'en octobre) dans la proportion considérable de 24 %, après le ralentissement constaté l'an dernier, tandis que les dépôts à terme progressaient fortement eux aussi.

Tableau 6 Finances publiques. Résultats

En milliards de drachmes

	1965	1966	1967 <sup>1</sup>	Janvier-Août <sup>1</sup>		Prévisions	
				1967	1968	1968	1969
<b>A BUDGET ORDINAIRE</b>							
(a) <i>Recettes ordinaires</i>							
Impôts directs	4,5	5,7	6,7	4,1	4,7	8,1	9,5
Impôts indirects	20,4	24,7	28,4	17,6	20,3	33,3	36,7
<i>dont</i> : droits de douane	(9,2)	(11,2)	(11,9)	(7,5)	(7,9)	(13,1)	(15,1)
Autres recettes ordinaires	4,8	3,7	3,6	2,2	2,7	3,8	4,9
Total des recettes ordinaires	28,2	34,1	38,7	23,9	27,7	45,2	51,1
(b) <i>Dépenses ordinaires</i>							
Dépenses courantes	28,0	31,5	37,7			43,4 <sup>2</sup>	48,6 <sup>2</sup>
Dépenses courantes pour activités communes au titre de l'OTAN	0,6	0,4	0,7			0,7	(0,7) <sup>3</sup>
Total des dépenses ordinaires	28,6	32,0	38,4	20,4	24,6	44,1	49,3
Solde	-0,4	2,1	0,3	3,5	3,1	1,1	(1,8)
<b>B BUDGET DES INVESTISSEMENTS</b>							
(a) Recettes propres	1,3	0,9	1,6	0,7	0,4	1,1	1,0
(b) Dépenses	5,4	7,1	7,2	4,5	4,8	9,0	10,5
Solde	-4,0	-6,2	-5,6	-3,8	-4,4	-7,9	-9,5
Solde général	-4,4	-4,0	-5,3	-0,3	-1,3	-6,8	(-7,7)
<b>C FINANCEMENT</b>							
(a) Ressources internes							
Bons du trésor	1,0	1,2	2,6	0,9	1,4		
Émissions d'obligations	—	0,9	1,5	..	..		
Avances de la Banque de Grèce	1,1	0,4	0,3	—	—		
Total	2,1	2,5	4,4	0,9	1,4	4,0	5,0
(b) Ressources externes							
Aide américaine	0,2	0,1	..	..	..		
Contributions de l'OTAN	0,6	0,4	0,7	0,2	0,1		
Prêts étrangers	1,6	1,1	0,2	..	0,3		
Total	2,4	1,6	0,9	0,2	0,4	2,0	2,0
Financement global	4,5	4,1	5,3	1,1	1,8	6,0	7,0

1 Provisoire.

	1968	1969
2 Dépense courante autorisée	45,0	50,5
Moins: provision pour dépenses non engagées	-1,6	-1,9
Estimation de dépenses	43,4	48,6
3 Hypothèse		

Sources : Bulletin statistique de la Banque de Grèce et Ministère des Finances.

Tableau 7 Évolution du crédit  
(Variation en cours de période)

	1965		1966		1967		Janvier-Octobre				
	Mil- lions de Dr.	%	Mil- lions de Dr.	%	Mil- lions de Dr.	%	1967		1968 <sup>1</sup>		
							Mil- lions de Dr.	%	Mil- lions de Dr.	%	
<b>A PAR SECTEUR:</b>											
1 Secteur privé	4 361	9,6	6 867	13,8	10 848	19,2	7 250	12,8	8 526	12,8	
Agriculture	1 379	12,1	1 077	8,5	1 434	10,4	395	2,9	-234 <sup>2</sup>	-1,5 <sup>2</sup>	
Industries manufacturières	1 633	8,5	3 455	16,6	4 870	20,1	3 528	14,6	3 660	12,6	
Commerce	336	4,0	908	10,4	654	6,8	980	10,2	1 479	14,4	
Logement	563	21,1	979	30,2	1 799	42,7	1 386	32,9	3 068	51,0	
Autres	450	11,6	448	10,4	2 091	43,8	960	20,1	553	8,1	
2 Entreprises publiques	272	8,8	840	25,0	634	15,1	259	6,2	313	6,5	
3 Organismes publics	266	11,1	382	14,4	652	21,4	245	8,1	947	25,6	
4 Organismes d'achats des produits agricoles	1 733	100,0	1 363	39,3	-1 417	-41,5	3	—	1 363	39,9	
Total	6 632	12,6	9 452	16,0	10 717	15,6	7 756	11,3	11 149	14,0	
<b>B PAR SOURCE DE FONDS:</b>											
Banque de Grèce	3 246	21,2	3 397	18,3	3 520	16,0	2 062	9,4	6 178	24,2	
Banques commerciales	1 152	4,9	3 995	16,3	5 042	17,7	3 939	13,8	5 100	15,2	
Autres institutions financières	2 357	17,7	1 951	12,5	1 993	11,3	1 630	9,3	-241	-1,2	
dont: BNDI (Banque Nationale de Dévelop- pement industriel)	169	4,2	12	0,3	150	3,4	186	4,4	49	1,1	
Banque agricole	927	20,3	-117	-2,1	-141	-2,6	-218	-4,0	-2 362	-45,1	
Gouvernement	-123	-18,1	109	19,5	162	24,2	125	18,7	113	13,6	

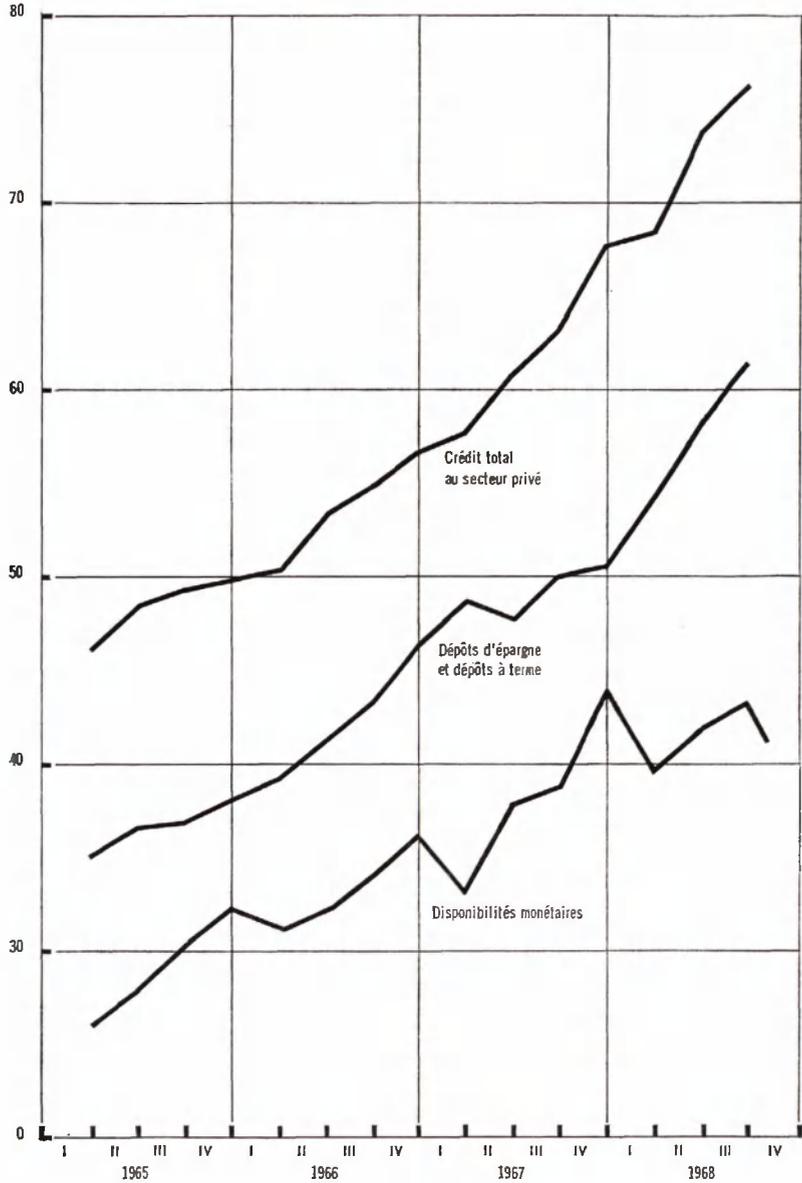
1 Données provisoires.

2 A l'exclusion de la dette des agriculteurs, d'un montant de 1483,1 millions, qui a été annulée.

Source: Banque de Grèce, bulletin mensuel de statistique.

Graphique 4 Evolution de quelques variables monétaires, 1965-1968

En milliards de drachmes



Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

Tableau 8 Disponibilités monétaires et quasi monétaires  
Variation en cours de période

	1966		1967		Janvier-Octobre			
	Millions de Dr.	%	Millions de Dr.	%	1967		1968	
					Millions de Dr.	%	Millions de Dr.	%
<b>I DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES</b>								
1 Billets de banque et monnaie divisionnaire	2 820	12,1	7346	28,2	2 249	8,6	-2 655	-7,9
2 Total des dépôts à vue	704	7,8	211	2,2	-23	-0,2	964	9,7
dont: — particuliers	246	4,2	16	0,3	155	2,6	849	14,0
— organismes publics	-85	2,8	399	13,6	297	10,1	422	12,6
— entreprises publiques	543	—	-204	—	-475	—	-307	—
3 Total des disponibilités monétaires	3 524	10,9	7 557	21,1	2 226	6,2	-1 691	-3,9
<b>II AUTRES DÉPÔTS:</b>								
4 Des particuliers:								
Dépôts d'épargne	6 572	26,0	3 252	10,2	3 418	10,7	8 497	24,2
Dépôts à terme	1 197	26,6	1 061	18,6	946	16,6	1 394	20,6
Dépôts bloqués	1 249	36,9	-259	5,6	-249	-5,4	853	19,5
Sous-total	9 018	27,2	4 054	9,6	4 115	9,7	10 744	12,3
5 Des organismes publics	724	8,0	749	7,6	1 245	12,7	2 293	21,7
6 Total des disponibilités quasi-monétaires	9 742	23,0	4 803	9,2	5 360	10,3	13 037	22,9
7 (= 3 + 6) Total général	13 266	17,8	12 360	18,7	7 586	8,6	11 346	11,3

Source : Bulletin mensuel de statistique de la Banque de Grèce.

Tableau 9 Facteurs ayant affecté la liquidité de l'économie  
Variations en millions de drachmes

	1967	Janvier-Octobre	
		1967	1968
<b>A SECTEUR PUBLIC</b>	+2 692	+1 286	+2 566
<b>I Gouvernement central</b>	+1 778	+1 644	+3 581
<i>dont</i> : Prêts et avances	-286	+2 773	+142
Bons du Trésor	+1 765	+1 720	+2 423
Tirage sur le fonds de contrepartie et endettement extérieur	+1 056	+754	+1 068
<b>II Organismes publics</b>	-97	-1 000	-1 346
<b>III Entreprises publiques</b>	+1 011	+642	+331
<b>B SECTEUR PRIVÉ</b>	+6 845	+3 221	-2 122
<i>dont</i> : Crédit	+10 849	+7 250	+8 526
Dépôts	-4 054	-4 115	-10 744
<b>C SECTEUR EXTÉRIEUR</b>	-1 007	-1 354	-1 556
<i>dont</i> : Variation des réserves de change	+274	-145	+672
Engagements en devises	-1 592	-1 261	-1 681
Fonds de contrepartie	+181	-86	-37
<b>D AUTRES FACTEURS</b>	-973	-927	-581
Variation de l'offre de monnaie	+7 557	+2 226	-1 691
<i>dont</i> : Billets de banque	+7 346	+2 249	-2 655
Dépôts à vue	+211	-23	+964
* Pour mémoire: Détail du gouvernement central:			
1 Dépenses courantes	-1 333	-1 963	-613
2 Dépenses d'investissement	+5 102	+4 733	+6 109
3 Gestion de biens de consommation	-1 435	-284	-1 932
4 Organismes de régularisation des prix des pro- duits agricoles (tabac et raisins)	-1 418	+2	+1 362
5 Autres	+862	-844	-1 345

Source : Bulletin mensuel de statistique de la Banque de Grèce.

La politique monétaire a fait l'objet récemment de certaines modifications dont l'incidence ne semble pas être restrictive puisque les plafonds du crédit ont été relevés substantiellement. Le taux de réescompte de la Banque de Grèce a été porté à 5 % et le coefficient des réserves obligatoires des banques en bons du Trésor est passé de 16 % à 17 % du total des dépôts à vue et des dépôts d'épargne privés. Plusieurs modifications ont, par ailleurs, été introduites dans la structure des taux d'intérêt en vue de simplifier la réglementation très détaillée en la matière. Parmi les autres changements, on peut signaler la baisse d'un point de l'intérêt sur les crédits pour fonds de roulement et les crédits à l'importation. De plus, en vue d'attirer les capitaux étrangers, les taux d'intérêt sur les dépôts à terme en devises étrangères ont

été relevés d'un point. Il a été annoncé en même temps que les banques disposeraient désormais d'une liberté bien plus grande pour leurs opérations courantes de crédit.

### *Évolution du marché des capitaux*

Grâce, pour une large part, aux incitations fiscales et aux mesures introduites au second semestre de 1967, ainsi qu'aux effets de la politique d'aisance monétaire, le marché financier a connu une vive activité. Le volume des transactions boursières a augmenté considérablement. L'indice des cours des actions industrielles s'est accru de 37 % d'octobre 1967 à octobre 1968 et l'indice des valeurs des banques et des compagnies d'assurances a presque doublé. D'importantes émissions d'obligations publiques avaient déjà été placées en 1966 (2,2 milliards de drachmes contre 0,8 milliard en 1965) lorsque la politique de soutien de l'or s'est trouvée totalement modifiée et que la Banque de Grèce a commencé ses achats nets de pièces d'or sur le marché. En 1967, les émissions de titres publics se sont élevées à 2,5 milliards de drachmes et elles ont atteint 3 milliards environ en 1968. Ces obligations (émises par l'État et les entreprises publiques) ont un rendement effectif de 8 à 9 %, compte tenu des lots et des diverses exonérations fiscales; de plus, les obligations des entreprises publiques sont assorties d'une clause-dollar.

L'ensemble des mesures prises à la fin de 1967 en vue d'encourager le développement du marché financier comprend: (1) la réévaluation des actifs immobilisés et des réserves des entreprises, la plus-value correspondant étant répartie sous forme d'actions entre les actionnaires du moment; (2) la distribution obligatoire de dividendes correspondant à 30 % au moins des bénéfices nets diminués des réserves légales; (3) des réductions fiscales substantielles, sur le revenu provenant de dividendes, en particulier; l'élévation à 10 millions de drachmes du capital minimal des sociétés; etc. Divers pouvoirs de surveillance et de contrôle ont été confiés à un comité officiel chargé du marché des capitaux.

### *Opérations extérieures*

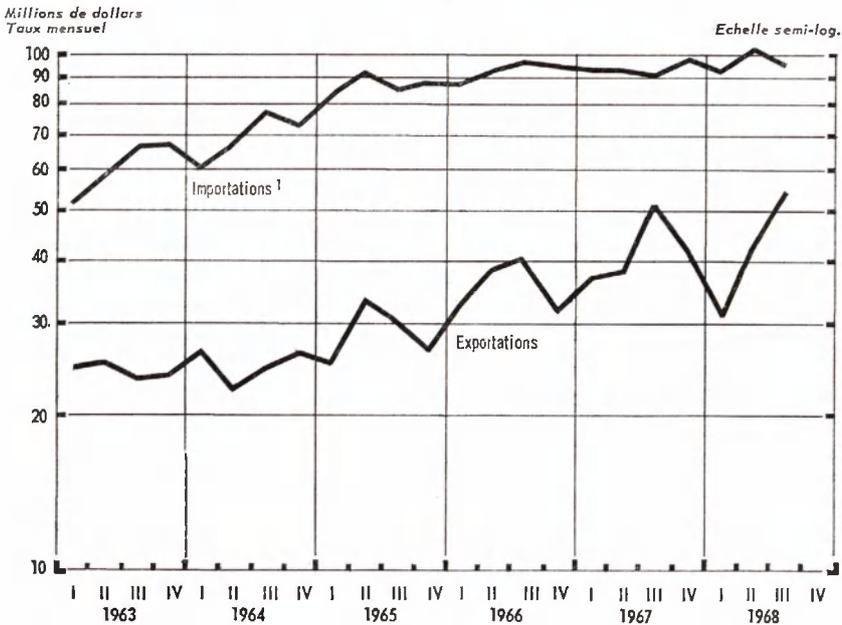
Après l'amélioration enregistrée en 1967, le déficit de la balance des transactions courantes pour la période janvier-novembre s'est élevé à 247 millions de dollars, laissant apparaître une détérioration de 25 millions par rapport à la même période de l'année précédente. Cette dégradation tient à une augmentation appréciable du déficit commercial, qui a plus que compensé une légère amélioration de la balance des invisibles. Les exportations sont restées pratiquement stationnaires au même niveau qu'un an auparavant. Les exportations de produits alimentaires (à l'exception de l'huile

d'olive) et de tabac, représentant 60 % du total, ont été de 19 % inférieures à leur niveau de janvier-novembre 1967. Par contre, les exportations de produits manufacturés et artisanaux ont progressé, dans le même temps, de 36 % (cet accroissement a été dû pour une grande part aux exportations de produits chimiques, d'aluminium et de métaux, pratiquement inexistantes il y a seulement quatre ans). Au cours des onze premiers mois, les importations<sup>1</sup> ont progressé de près de 8 % par rapport à la période correspondante de 1967; on a enregistré un accroissement des importations de produits alimentaires, de produits pétroliers et de biens de consommation manufacturés tandis que les importations de machines baissaient de 1,1 % et que celles de matières premières s'élevaient légèrement. Toutefois, sur la base des statistiques douanières, les importations globales (navires exclus) ont augmenté en dix mois d'environ 5 % et les importations de machines ont progressé de plus de 10 %, comme cela a déjà été indiqué.

Graphique 5 Commerce extérieur

A. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS TOTALES

Statistiques douanières, chiffres corrigés des variations saisonnières



1 A l'exclusion des navires.

Sources : Institut national de statistique et Principaux indicateurs économiques de l'OCDE

1 Calculées sur la base des paiements, et compte tenu des crédits de fournisseurs pour le chiffre des importations globales.

Tableau 10 Balance des paiements  
Sur la base des règlements  
En millions de dollars US

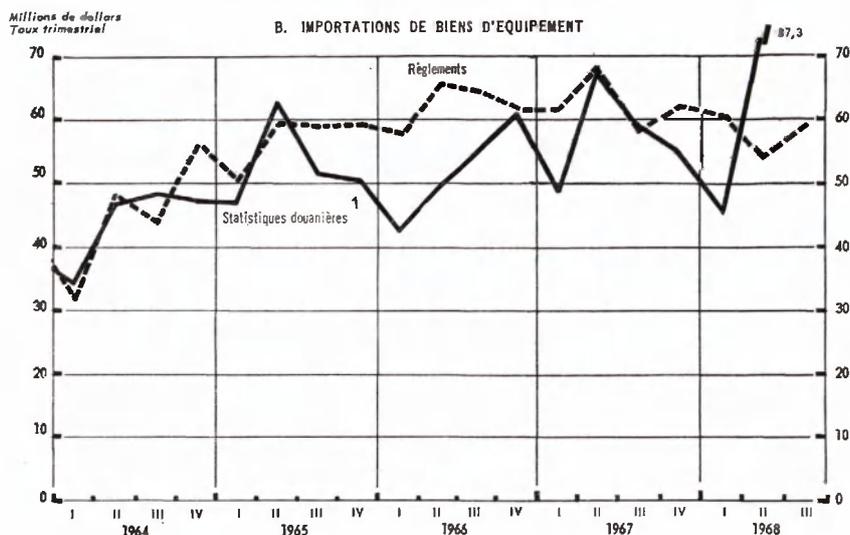
	1964	1965	1966	1967	Jan.-Nov. 1967	Jan.-Nov. 1968 <sup>1</sup>	1968 Estimations	1969 Prévisions
1 Importations c.a.f. (paiements plus crédit des fournisseurs) <i>dont</i> : Paiements	863	1 017	1 149	1 149	1 047	1 130	1 240	1 370
2 Exportations f.o.b.	308	331	404	453	392	398	450	480
3 Balance commerciale	-555	-686	-745	-697	-655	-732	-790	-890
4 Recettes invisibles	479	549	636	659	602	659	715	790
5 Paiements invisibles	129	137	155	185	169	174	195	215
6 Balance des invisibles	350	412	481	474	433	485	520	575
7 Balance courante	-205	-273	-264	-222	-222	-247	-270	-315
8 Mouvement des capitaux (net)	173	223	263	180	158	258	272	275
Capitaux privés	101	142	134	108	99	115	..	..
Institutions de crédit	9	5	14	20	14	58	..	..
État et Entreprises publiques	48	55	90	71	53	62	..	..
Remboursements	-16	-17	-20	-43	-37	-46	..	..
Crédit des fournisseurs étrangers	32	38	45	24	29	69	..	..
9 Aide extérieure, réparations, restitutions	38	12	3	4	3	2	..	..
10 Erreurs et omissions	-17	2	2	27	37	-2	..	..
11 BALANCE GLOBALE	-11	-36	4	-11	-24	11	..	-40
12 Or non monétaire	—	—	22	35	35	18	..	..
Clearing et troc	-1	+6	-3	-9	-7	+3	..	..
Augmentation du quota au FMI	—	—	-10	—	—	—	..	..
13 Variation des réserves officielles (augmentation = +)	-12	-31	12	14	4	32	36 <sup>2</sup>	..

1 Chiffres provisoires.

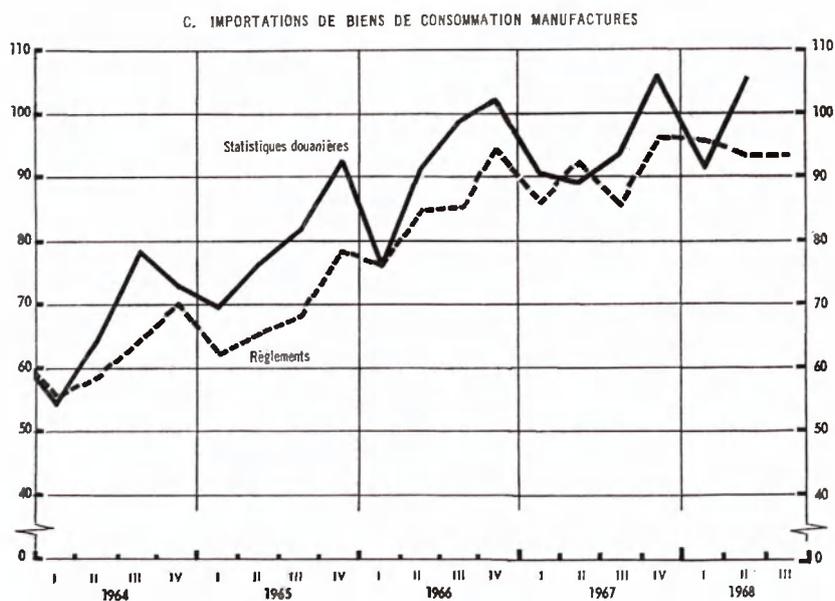
2 Chiffre effectif.

Source : Rapport annuel de la Banque de Grèce et autorités grecques.

Graphique 5 (suite) Commerce extérieur



1 A l'exclusion des bateaux.



Source : Bulletin mensuel de statistique de la Banque de Grèce.

Les recettes au titre des invisibles se sont améliorées de 9 % au cours des onze premiers mois de 1968, par rapport à la même période de 1967; l'accroissement substantiel des recettes des transports maritimes (13 %) a plus que compensé une nouvelle baisse des recettes touristiques (5 %), tandis que les envois de fonds des émigrants demeuraient relativement stables. Cette augmentation des recettes des invisibles est modérée par rapport à la progression enregistrée de 1961 à 1966 (15 % environ en moyenne par an). Les recettes des transports maritimes ont progressé au même rythme que par le passé (13 % par an de 1961 à 1966). Les gains de la marine marchande grecque ont été favorisés par la forte expansion des échanges internationaux et par la hausse des frets qui a suivi la fermeture du canal de Suez. En outre, diverses mesures particulières ont encouragé les armateurs à transférer leurs fonds en Grèce. D'autre part, les recettes touristiques, qui avaient augmenté rapidement jusqu'en 1966 (étant admis que le niveau de 1961, soit 60 millions de dollars, était relativement bas à la fois en termes absolus et par rapport au potentiel du marché) ont décliné depuis; sur la période allant de janvier à novembre 1968, elles ont été de 16 % inférieures à leur niveau de la même période de 1966.

Durant les onze premiers mois de l'année dernière, les entrées nettes de capitaux (258 millions de dollars) se sont sensiblement accrues (100 millions de dollars) par rapport à la même période de 1967, mais elles n'étaient que légèrement supérieures au niveau de la période correspondante de 1966. La plus grande part de l'augmentation ainsi enregistrée tient aux prêts à moyen terme consentis par des institutions de crédit (58 millions de dollars<sup>1</sup> contre 14 millions de dollars durant la même période de 1967) et aux nouveaux crédits de fournisseurs (qui se sont accrues de 69 millions de dollars, contre 29 millions de dollars en 1967). En revanche, les entrées de capitaux privés n'ont pratiquement pas augmenté: elles se sont élevées à 115 millions de dollars, chiffre légèrement inférieur à celui de la période correspondante de 1966 (121 millions de dollars). Le volume élevé des demandes agréées en vertu de la loi 2687/53 sur les avantages réservés aux capitaux étrangers devrait normalement entraîner une augmentation des entrées de capitaux après un certain délai. Les prêts publics ont baissé durant cette période, mais on a appris récemment qu'un prêt de ce type (20 millions de dollars sur dix ans) avait été octroyé par un groupe de sociétés pétrolières. La structure du financement extérieur s'est modifiée en même temps qu'apparaissait un certain changement dans la composition des importations. Alors qu'au cours des onze premiers mois de 1966, les importations de biens de consommation et de machines représentaient respectivement 31 % et plus de 18 % du total des importations (sur la base des règlements), les pourcentages correspondants

1 Un autre prêt de 25 millions de dollars a été contracté depuis.

ont été de plus de 33 % et de 17,3 % pour la même période de 1968. Autrement dit, les prêts étrangers à moyen terme ont largement été utilisés à financer l'achat de biens de consommation. Les transactions non monétaires, y compris l'ajustement pour erreurs et omissions, ont fait apparaître dans le même temps un surplus global de 11 millions de dollars, comparé à un léger déficit (24 millions de dollars) l'année auparavant. Mais le transfert aux réserves de 18 millions de dollars (contre 35 millions un an auparavant) puisés dans le compte des souverains-or de la Banque de Grèce ainsi que la réduction des balances de clearing ont entraîné un accroissement des réserves officielles de 32 millions de dollars (faisant suite à une légère hausse de 4 millions un an auparavant).

Compte tenu de l'évolution retracée ci-dessus, on s'attend à une aggravation du déficit commercial de l'ordre de 100 millions de dollars pour l'ensemble de l'année 1968. On estimait que les importations progresseraient globalement d'environ 8 % et que les importations de biens de consommation et de biens d'équipement pour l'ensemble de 1968 représenteraient, respectivement, à peu près 5,25 % et 3,20 % du PNB alors que le déficit courant serait de l'ordre de 3,5 % du PNB. Les exportations pourraient rester stables, le progrès très rapide des exportations de produits manufacturés pouvant juste compenser la baisse des exportations de produits alimentaires et de tabac. Malgré une certaine amélioration de la balance des invisibles, on s'attendait à ce que le déficit du compte des opérations courantes s'aggrave d'environ 50 millions de dollars et atteigne 270 millions. La balance globale pourrait se solder par un léger déficit, mais il est vraisemblable que les réserves officielles auront de nouveau augmenté grâce aux opérations monétaires compensatrices. Position au FMI comprise, elles s'élevaient en novembre à 318 millions de dollars, soit 32 millions de plus qu'en décembre 1967.

### III PERSPECTIVES

#### *Prévisions pour 1969*

Les données statistiques les plus récentes laissent penser que si la politique actuellement suivie dans les domaines monétaires et budgétaires n'est pas modifiée, la tendance générale à la reprise de l'expansion se poursuivra en 1969. Le projet de budget pour 1969 devrait exercer sur l'économie un certain effet expansionniste, moins marqué cependant qu'en 1968. Par rapport aux prévisions initiales de l'exercice précédent, les dépenses augmenteraient globalement de 12,6 % et les recettes fiscales un peu moins. Le déficit global s'élèverait à 7,7 milliards de drachmes, contre 6,8 milliards prévus pour 1968. En supposant que l'année soit moyenne sur le plan des récoltes agri-

Tableau 11 Invisibles

	En millions de dollars								Pourcentages				
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967 <sup>1</sup>	Jan.- Nov. 1968	Accroissements annuels			Jan.- Nov./68 Jan.- Nov./67	Réparti- tion en % en 1967
									1961 to 1964 <sup>2</sup>	1964 to 1967 <sup>2</sup>	1967		
<b>RECETTES</b>													
1 Remises des émigrants, salaires et traitements	111	141	170	180	209	237	234	217	17,5	9,2	-1,3	1,8	36
2 Marine marchande	102	109	125	147	164	183	214	221	13,0	13,4	16,9	13,2	32
3 Tourisme	62	76	95	91	108	143	127	112	13,7	11,8	-11,2	-4,9	19
4 Autres	53	54	64	61	68	73	84	109	4,8	11,3	4,8	43,9	13
5 Total	320	380	454	479	549	636	659	659	14,4	11,2	3,6	9,5	100
<b>DÉPENSES:</b>													
1 Tourisme	19	22	28	39	41	41	41	39	27,1	1,7	—	2,8	22
2 Transports	11	15	16	15	18	33	31	28	10,9	27,4	-6,1	-0,5	17
3 Autres	46	51	55	74	78	81	112	107	17,2	14,9	38,3	4,2	61
4 Total	76	88	99	129	137	155	184	174	19,3	12,6	18,7	3,1	100
Recettes nettes	244	292	355	350	412	481	475	485	12,8	10,7	-1,2		
<i>Pour mémoire :</i>													
Déficit commercial <sup>3</sup>	333	398	436	555	686	745	697	732					
Déficit de la balance courante <sup>3</sup>	89	106	80	205	273	264	222	247					

1 Chiffres provisoires.

2 Taux annuel moyen.

3 Sur la base des règlements (crédits des fournisseurs compris).

Source : Banque de Grèce.

coles, le taux de croissance du produit réel pourrait être nettement plus élevé qu'en 1968. Mais il est très difficile de prévoir actuellement quelle pourra être l'évolution de certaines des principales composantes de la demande. Le facteur le plus dynamique de la demande intérieure totale pourrait être encore la construction d'habitations, étant donné l'importante augmentation des mises en chantier en 1968 et l'expansion du crédit dans ce domaine. D'après les prévisions officielles relatives à la demande et à la production, dont on trouvera un résumé dans le tableau 12, le taux de progression de la construction de logements et d'autres bâtiments serait de l'ordre de 17 % aux prix courants, alors qu'on estime à 21 % l'accroissement intervenu en 1968. On prévoit que la consommation publique progressera bien davantage qu'en 1968. Mais la tendance de la consommation privée est plus difficile à apprécier car l'évolution des dépenses de consommation pourra être influencée en 1969 par des facteurs agissant en sens opposé.

Les revenus des agriculteurs pourraient se ressentir durant la plus grande partie de l'année des faibles récoltes de 1968. Selon les dernières données disponibles (jusqu'en 1965-1966) ces revenus représentaient 25 % du revenu national. En outre, la proportion que représentent les produits d'importation dans l'ensemble des achats est inférieure, pour les agriculteurs, à la moyenne nationale et cette particularité doit normalement avoir des conséquences sur l'activité et les revenus des industries manufacturières traditionnelles et du secteur commercial. On ne dispose d'aucune estimation ou prévision officielle récente concernant la masse des salaires non agricoles. L'augmentation de 15 % des salaires minimums mentionnée plus haut semble s'appliquer seulement à l'industrie, à l'exclusion de la construction (environ 15 % de l'emploi total en 1967), secteur dans lequel un peu moins de la moitié de la main-d'œuvre est rémunérée au salaire minimum. On ne dispose d'aucune estimation pour les traitements et salaires du secteur public et pour les salaires du secteur tertiaire. Mais on peut s'attendre à une progression assez importante de l'emploi (à la fois en effectifs et en heures de travail), étant donné la forte expansion probable de la construction et des travaux publics. Il convient de noter que les transferts courants en provenance de l'étranger représentent plus de 4 % du revenu disponible des ménages. L'augmentation des prix devrait être modérée pendant un certain temps, étant donné la marge actuelle de ressources inemployées, même s'ils venaient à s'élever un peu plus qu'en 1968. Dans l'ensemble, un accroissement un peu plus fort de la consommation privée paraît probable en 1969.

Les estimations officielles impliquent un changement notable dans l'utilisation des ressources. Elles prévoient que la consommation privée progressera de 5,6 à 7,0 % à prix constants et la production réelle de 8 à 9 % alors que pour 1968 on estime que la consommation privée a augmenté à peu près au même rythme que le PNB. On peut se demander si l'importante augmentation du taux d'épargne qu'impliquent ces prévisions se réalisera

Tableau 12 Prévisions pour 1969  
Dépense et produit

	Prix courants (milliards de Dr.)				Variations annuelles en %											
	1967 <sup>1</sup>		1968 <sup>1</sup>		1969 <sup>2</sup>		Prix courants				Prix constants					
	1967 <sup>1</sup>	1968 <sup>1</sup>	1969 <sup>2</sup>	Hypo- thèse faible	Hypo- thèse forte	1967 <sup>1</sup>	1968 <sup>1</sup>	1969 <sup>2</sup>	Hypo- thèse faible	Hypo- thèse forte	1967 <sup>1</sup>	1968 <sup>1</sup>	1969 <sup>2</sup>	Hypo- thèse faible	Hypo- thèse forte	
<b>A DÉPENSE</b>																
1 Consommation	174,8	186,6	199,5	201,2	8,1	6,7	7,0	7,9	5,8	6,1	5,5	6,8				
(a) privée	147,5	157,1	167,0	168,5	6,5	6,5	6,3	7,3	5,7	6,5	5,6	7,0				
(b) publique	27,3	29,5	32,5	32,8	17,6	7,9	10,0	11,0	6,4	3,1	5,1	5,1				
2 Formation brute de capital fixe*	46,0	53,7	63,0	63,4	2,3	16,7	17,3	18,0	—	16,1	15,7	16,4				
(a) privée	32,4	38,0	44,0	44,4	—2,3	17,2	16,0	17,0	—4,7	16,7	14,6	15,6				
<i>dont</i> : Construction <sup>3</sup>	20,1	24,4	—	28,6	—3,3	21,4	—	17,2	—4,0	20,0	—	15,8				
Autres	12,3	13,6	—	15,8	—	10,6	—	16,2	—6,2	10,2	—	12,5				
(b) publique	13,7	15,8	19,0	19,0	15,2	15,4	20,6	20,6	14,0	14,5	18,5	18,5				
3 Demande intérieure	220,8	240,3	262,5	264,6	6,8	8,9	9,2	10,1	4,5	8,2	7,8	8,9				
4 Variation de stocks	1,0	—0,8	0,3	0,5	..	..	..	..	..	..	..	..				
— d° — en % du PNB	(0,5)	(—0,4)	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(—0,9)	(0,5)	(0,7)	(0,3)	(—1,3)	(0,7)	(0,7)				
5 Solde extérieur	—10,8	—12,8	—14,1	—14,2	..	..	..	..	..	..	..	..				
Variation en % du PNB	(—5,1)	(—5,6)	(—5,7)	(—5,7)	(0,2)	(—0,9)	(—0,6)	(—0,6)	(—0,3)	(—1,1)	(—0,9)	(—1,0)				
6 PNB aux prix du marché	211,0	226,7	248,6	250,9	7,2	7,4	9,7	10,7	4,8	6,2	8,1	9,1				
<b>B PRODUIT</b>																
Agriculture	41,7	39,0	42,2	42,9	4,9	—6,5	8,0	10,0	4,5	—6,0	6,9	8,9				
Industrie <sup>4</sup>	46,9	51,6	57,9	58,3	4,2	10,1	12,0	13,0	3,3	10,2	11,0	12,2				
Services <sup>5</sup>	94,5	102,7	112,0	112,9	8,8	8,8	9,0	10,0	4,7	5,7	6,5	7,0				
PNB au coût des facteurs	183,1	193,4	212,0	214,0	6,7	5,6	9,6	10,6	4,2	4,5	7,9	9,0				

\* Bateaux exclus.

1 Estimations provisoires.

2 Prévisions.

3 Logements et autres constructions.

4 Industrie, construction et services publics.

5 Y compris revenu net en provenance de l'étranger.

Source : Autorités grecques.

dans les faits. Le haut degré de liquidité de l'économie est un élément pertinent à cet égard : le total des disponibilités monétaires et des dépôts d'épargne représentait plus de 36 % du PNB en 1968, contre 31 % en 1966 et 26 % en 1962.

Les prévisions laissent présager un nouvel et important accroissement de la formation brute de capital fixe, tant dans le secteur public, où l'avance sera notable par rapport à 1968, que dans le secteur privé. Selon les estimations approximatives, environ la moitié de l'augmentation des investissements publics constatée en 1968 a été due à la progression des dépenses des entreprises publiques (compagnie nationale d'électricité, télécommunications, administrations, etc.). Une évolution semblable est prévue pour 1969. Il est probable que ces investissements nécessitent une plus forte proportion d'importations que les investissements de l'État proprement dits et qu'ils ont un effet multiplicateur plus faible sur l'emploi. Ces derniers devraient continuer à progresser notablement : 16 % aux prix courants, selon les prévisions budgétaires. Les mesures prises récemment pour accélérer la réalisation des travaux publics devraient contribuer à assurer la rapide progression qui est prévue.

L'accélération très sensible prévue pour l'investissement privé est en partie fondée sur la poursuite d'une forte expansion dans la construction. Elle suppose en outre que les investissements privés (en dehors du secteur de la construction) progresseront d'environ 16 % aux prix courants, contre 10 % à peu près (taux estimé) en 1968. Cette accélération serait due essentiellement à la réalisation d'un certain nombre de grands projets à participation étrangère (dépense totale estimée à 50 millions de dollars en 1969). Compte tenu de la répartition probable des dépenses d'investissement, les prévisions officielles semblent supposer une augmentation relativement modérée des investissements productifs des entreprises grecques existantes. Mais, comme l'ont indiqué les précédentes études de l'OCDE, le développement des investissements productifs en Grèce dépend fortement des projets à participation étrangère et, d'une manière générale, il faudrait que les entreprises grecques adoptent une attitude plus dynamique à l'égard de l'expansion industrielle.

Si les prévisions concernant l'investissement fixe total pèchent peut-être par excès (et ne tiennent peut-être pas suffisamment compte des délais normaux de réalisation), celle relative à la formation des stocks pourrait se révéler inférieure à la réalité bien qu'elle implique une contribution de près d'un demi point à la hausse prévue du PNB. Dès lors que l'on prévoit une accélération de l'activité économique, que l'on admet que la production agricole sera bien meilleure en 1969 et que les deux dernières années ont probablement été marquées par un certain déstockage, rien ne paraît devoir s'opposer à ce que la formation de stocks dépasse le chiffre de 0,2 % du

PNB retenu par les prévisions officielles (elle s'est élevée en moyenne à près de 2 % pour la période 1960-1967).

Les incertitudes actuelles font qu'il est difficile de déterminer, pour l'avenir immédiat, le rôle qu'il convient d'impartir à la politique budgétaire et à la politique du crédit. Si le taux élevé d'expansion qui est prévu tendait à se confirmer dans les mois prochains, il serait nécessaire, dans l'intérêt de l'équilibre financier, de renoncer progressivement à la politique de crédit très libérale appliquée récemment. Cependant, au-delà du court terme immédiat, la relance de la demande intérieure ne devrait plus être fondée sur la progression des dépenses publiques courantes et sur la croissance de la construction résidentielle. Afin de prévenir le risque de voir, dans un an à peu près, un essor prolongé de la construction résidentielle coïncider avec une poussée de la demande intérieure en général, il serait prudent de freiner la progression des dépenses publiques courantes. Si cela allait de pair avec un renforcement des investissements publics, il pourrait en résulter une utilisation plus équilibrée des ressources sans que soit réduite l'incidence expansionniste globale, nécessaire encore pendant quelque temps.

Les problèmes les plus difficiles de la politique économique actuelle concernent les perspectives de la balance des paiements. Les prévisions officielles supposent un élargissement du déficit commercial d'environ 100 millions de dollars, en partie compensé par une progression de 55 millions de dollars des recettes nettes des invisibles. Ainsi, le déficit courant s'élèverait à 315 millions de dollars, contre 270 millions (estimation) en 1968 (voir tableau 10). Mais les prévisions relatives au commerce extérieur paraissent optimistes si on les rapproche de celles concernant la demande et la production. La forte progression envisagée pour la production et la demande intérieure, notamment pour les investissements productifs, combinée à l'accroissement corrélatif des stocks, entraînera vraisemblablement une hausse des importations plus forte que celle officiellement prévue (10,5 %). Le taux de progression prévu pour les exportations agricoles s'élève à 7 %; cette prévision pourrait se réaliser, en dépit du ralentissement du commerce mondial auquel on s'attend pour 1969, si les exportations de produits agricoles amorçaient une reprise. En tout cas, bien que l'accroissement potentiel à long terme des exportations grecques de produits industriels soit très important, les exportations totales représentent encore actuellement le tiers seulement des importations, si bien que leur progression devrait être trois fois plus rapide pour empêcher que le déficit commercial ne s'accroisse.

Les estimations concernant les invisibles sont sujettes à de nombreuses incertitudes. On peut s'attendre à ce que les recettes des transports maritimes continuent à augmenter, mais moins rapidement peut-être qu'au cours des deux dernières années. Officiellement, on prévoit que les recettes du tourisme (qui ont baissé d'environ 16 % entre 1966 et 1968) se ressaisiront en 1969

et dépasseront légèrement leur niveau de 1966. Il existe cependant à cet égard plusieurs raisons d'incertitude, notamment les mesures prises pour restreindre la demande au Royaume-Uni et en France, les récentes dispositions françaises en matière de contrôle des changes, les effets prolongés de la dévaluation espagnole, etc. Par ailleurs, la forte expansion de l'activité économique en Allemagne fédérale pourrait entraîner une augmentation des envois de fonds des émigrants plus élevée que celle qui a été prévue. Au total, l'évolution envisagée du solde des invisibles pour 1969 comporte une importante marge d'erreur, si bien que le déficit courant pourrait se situer à un niveau nettement plus élevé que prévu si les prévisions de la croissance de la demande se réalisaient approximativement. Il est vrai qu'une partie du supplément d'importations provoqué par l'accroissement des investissements productifs devrait s'accompagner d'un supplément de financement extérieur (projets avec participation de sociétés étrangères). Néanmoins, il sera peut-être difficile d'obtenir de l'étranger, aux conditions voulues, un montant total suffisant de moyens de financement. Il serait préjudiciable pour l'avenir que la tendance au financement à moyen terme (crédits des fournisseurs et avances bancaires) se prolonge. Le fardeau que constitue la dette extérieure pour d'autres pays en voie de développement montre qu'il est nécessaire que les prêts de développement consentis par l'étranger soient assortis de conditions appropriées.

#### *Plan de développement économique 1968-1972*

Un nouveau plan de développement couvrant la période 1968-1972 a été publié à la fin de 1967. Ses principaux objectifs (dont on trouvera un aperçu d'ensemble au tableau 13) sont les suivants :

- (a) un taux de croissance moyen du PNB en termes réels de 8,4 % par an (8 % pour le PIB au coût des facteurs), la hausse moyenne du niveau global des prix devant être maintenue à 2 % par an ;
- (b) création de quelque 350 000 emplois nouveaux en dehors de l'agriculture, avec une progression de 1 % par an de l'emploi total ;
- (c) accélération de la croissance de la productivité de l'économie, qui devra atteindre le taux annuel de 7 % (6,5 % dans l'agriculture et 7,6 % dans l'industrie).

Parmi les autres objectifs figurent notamment l'ajustement de la répartition du revenu national entre les différentes catégories sociales et régions géographiques, ainsi que l'amélioration du cadre institutionnel, notamment en ce qui concerne l'administration publique et le système fiscal. Le principe directeur général est que le plan a une valeur indicative pour le secteur privé, l'État se bornant à mettre à la disposition de celui-ci l'infrastructure économique et sociale.

Tableau 13 Principaux objectifs du Plan de développement 1968-1972

	1967		1968-1972	1972
	milliards de Dr.	Répartition en %	Variation en %	Répartition en %
<b>1 DÉPENSE (au prix de 1967)</b>				
Consommation	174,8	81,6	7,9	79,5
(a) privée	146,8	68,5	8,1	67,6
(b) publique	28,0	13,1	6,3	11,8
Formation brute de capital fixe	46,8	21,8	9,9	23,4
(a) privée	33,3	15,5	8,5	15,6
(b) publique	13,5	6,3	13,1	7,8
Variation des stocks	5,9	2,8	—	3,0 <sup>1</sup>
Solde extérieur de biens et services	-13,3	-6,2	—	-5,8 <sup>1</sup>
<b>PNB aux prix du marché</b>	<b>214,2</b>	<b>100,0</b>	<b>8,4</b>	<b>100,0</b>
<b>2 PRODUIT (aux prix de 1967)</b>				
Agriculture	43,5	24,0	5,2	21,0
Industrie et services publics	35,2	19,5	11,9	23,1
Construction	12,9	7,1	10,0	7,8
Services	89,9	49,4	7,4	48,1
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>181,4</b>	<b>100,0</b>	<b>8,0</b>	<b>100,0</b>
<b>3 EMPLOI (en milliers)</b>				
Agriculture	1 810	50,1	-1,2	44,7
Industrie et services publics	552	15,3	2,7	16,5
Construction	214	5,9	5,9	7,6
Services	1 034	28,7	2,3	31,2
<b>Total</b>	<b>3 610</b>	<b>100,0</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>

Prix courants  
(Millions de Dr. et millions de \$)

Taux de variation annuel moyen en %

	Prix courants (Millions de Dr. et millions de \$)			Taux de variation annuel moyen en %	
	1960	1966	1972	1966/1960	1972/1966
<b>4 OPÉRATIONS EXTÉRIEURES</b>					
Importations de marchandises, c.a.f. <sup>2</sup>	15 424	33 886	63 000	14,0 <sup>4</sup>	10,9 <sup>4</sup>
Exportations de marchandises, f.o.b. <sup>3</sup>	6 096	12 179	24 000	12,2	12,0
Balance commerciale	-9 328 (-\$311)	-21 707 (-\$724)	-39 000 (-\$1 300)	15,1	10,3
Recettes invisibles	8,196 (\$273)	19 078 (\$636)	41 400 (\$1 380)	15,1	13,8
Paiements invisibles	1 965 (\$66)	4 638 (\$155)	8 900 (\$297)	15,4	11,5
Balance des Invisibles	6 231 (\$208)	14 440 (\$481)	32 500 (\$1 083)	15,0	14,5
Balance courante	-3 123 (-\$104)	-7 372 (-\$246)	-6 500 (-\$217)	15,3	-2,1
Entrées de capitaux	4 800 (\$160)	9 093 (\$303)	10 400 (\$347)	11,2	2,3
Sorties de capitaux	1 200 (\$40)	1 350 (\$45)	2 300 (\$77)	1,9	9,3

1 Incluant augmentation prévue des réserves officielles de change.

2 Sur la base des arrivées.

3 Sur la base des livraisons.

4 A l'exclusion des bateaux: 13,4 et 9,7 respectivement.

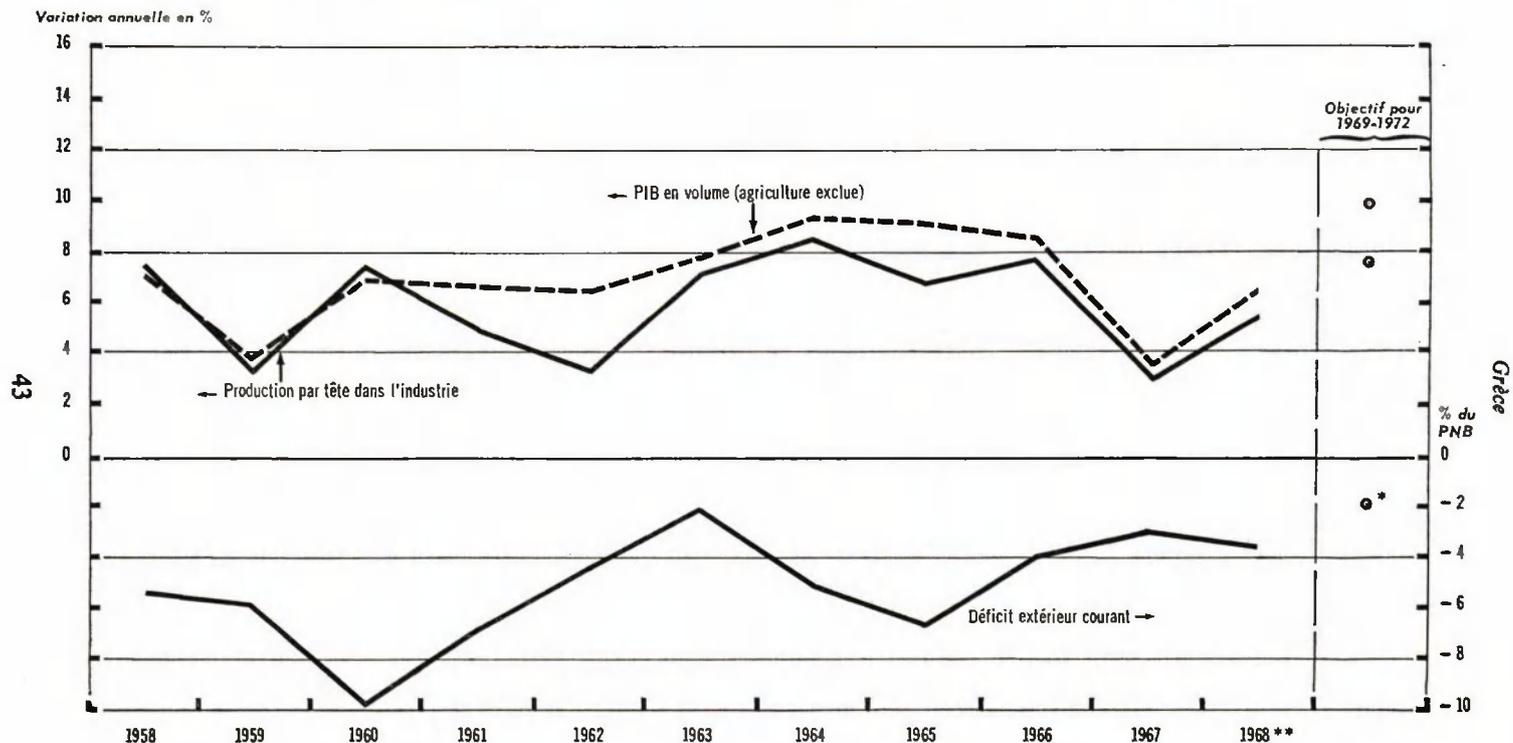
Sources : Plan de Développement économique pour la Grèce 1968-1972. Ministère de la Coordination, Athènes, 1968.

En vue de sa mise en œuvre, le plan énumère, dans une annexe, toute une série de mesures de politique économique sans aucun ordre de priorité pré-établi. Sous l'égide d'un Comité Central installé au Ministère de la Coordination, plus de trente comités de travail ad hoc étudient actuellement un ensemble de mesures nouvelles, nécessaires à la réalisation des objectifs. Parmi les sujets étudiés, figurent notamment le fonctionnement du système bancaire, la fiscalité indirecte et la parafiscalité, l'organisation du marché du travail, la structure optimale de l'agriculture grecque, le système d'éducation, l'industrie du tourisme, l'organisation des ports, etc. Les rapports qui seront soumis par ces groupes de travail contiendront des propositions de mesures particulières.

Les objectifs établis par le plan sont ambitieux, mais pourraient ne pas excéder les possibilités de l'économie si au cours des quatre prochaines années des changements substantiels et rapides intervenaient dans la structure de la demande et de la production (voir graphique 6). Les hypothèses retenues pour le financement des investissements prévus font apparaître clairement l'importance de l'effort nécessaire. Selon les projections du plan, la propension à l'épargne devrait progresser en moyenne de plus de 12 % par an (plus de 26,5 % dans le secteur public et 10 % environ dans le secteur privé), c'est-à-dire à un taux moyen plus élevé que par le passé, notamment dans le secteur public, et le taux de l'épargne publique par rapport au PNB atteindrait près de 4 % en 1972 alors qu'il a avoisiné 2 % pendant la période 1962-1967. L'augmentation de l'épargne publique serait due en partie à une diminution, même aux prix courants, de la part du PNB représentée par la consommation publique, qui passerait de 13,5 % (moyenne 1966-1967) à 13 % en 1972. D'autre part, on attend des impôts un rendement plus faible que par le passé: l'élasticité des recettes fiscales par rapport au PNB évalué aux prix courants a été de 1,4 au cours des dix dernières années et devrait tomber, d'après les projections, à 1,2 pour la période 1967-1972. Aucune prévision concernant le compte d'affectation du revenu des ménages n'est présentée dans le plan; mais, étant donné l'objectif retenu pour la répartition des revenus, le taux annuel de 10 % prévu pour la progression de l'épargne des ménages pourrait être difficile à atteindre. Comme dans le passé, l'épargne intérieure devra être complétée par des emprunts étrangers, le montant des entrées de capitaux nécessaires à l'équilibre des transactions extérieures et susceptibles d'accroître quelque peu les réserves de change s'élevant en moyenne à plus de 300 millions de dollars. Bien que cette somme puisse être considérée comme relativement importante (en 1967, les entrées de capitaux étaient de l'ordre de 260 millions de dollars), sa proportion par rapport au PNB diminuerait, passant de 4,5 % en 1966 à 3 % environ en 1972.

Le plan conclut à la nécessité d'emprunter davantage à l'étranger, bien qu'il envisage des perspectives plutôt favorables en matière d'exportations et

Graphique 6 Tendances à moyen terme et principaux objectifs du Plan de développement 1968-1972



\* Balance courante en 1972. \*\* Prévisions.

Source : Mémoire de la Grèce. Plan de développement économique 1968-1972 et estimations du Secrétariat.

d'importations de biens et de services. Il prévoit en effet que les exportations de produits manufacturés s'accroîtront de 23 % par an, en dépit d'un rythme de progression plus lent des investissements dans l'industrie manufacturière que de l'investissement fixe global (8,5 %). Les recettes du tourisme et des transports maritimes devraient s'élever respectivement de 25 % et de 13,2 % par an, mais la progression des envois de fonds des émigrants devrait se ralentir considérablement et n'atteindre que 7 % par an. Quant aux importations de marchandises (navires exclus), le plan prévoit que leur progression sera moins rapide que dans le passé et qu'elles prendront en outre du retard sur la production, ce qui implique une importante substitution de produits nationaux aux produits importés. Au cours de la période 1960-1966, l'élasticité des importations par rapport à la croissance de la production en termes réels a été de 1,8; elle devrait s'abaisser à 1,3 durant la période 1966-1972.

Il ne semble pas que la forte expansion de la production prévue par le plan s'accompagne d'une amélioration importante de la structure de l'emploi. L'emploi dans l'industrie manufacturière représentait 13,7 % de l'emploi total en 1967 et serait de 14,6 % seulement en 1972; dans le même temps, la part de l'emploi du secteur des services dans l'emploi total passerait de 28,7 % à 31,2 %. Il est prévu que la productivité s'élèvera de 7,1 % par an pour l'ensemble de l'économie: ce chiffre peut paraître élevé par rapport aux résultats atteints dans le passé, la croissance annuelle de la productivité étant estimée à 6 % entre 1960 et 1966. En particulier, le gain de productivité prévu pour le secteur des services, soit 5 % par an, sera peut-être difficile à réaliser. Toutefois, s'il était possible de donner une importance plus grande à l'industrie manufacturière dans la stratégie du développement, l'obtention de gains de productivité élevés pour l'économie tout entière deviendrait plus probable et la structure de l'emploi pourrait s'améliorer davantage. Peut-être a-t-on sous-estimé le potentiel d'expansion à long terme que représentent des entreprises moyennes, compétitives, ne nécessitant pas une forte proportion de capitaux et travaillant en grande partie pour les marchés d'exportation. Mais, sous cet angle comme à d'autres égards, ce ne sont pas tant les projections quantitatives qui importent, mais plutôt l'application d'une politique de nature à favoriser l'industrialisation de l'économie sur des bases solides.

#### IV CONCLUSIONS

L'économie grecque a connu ces dernières années de sérieuses difficultés. Après une période prolongée de taux élevés de croissance, accompagnés de hausses de prix qui restaient modérées, des pressions inflationnistes ont commencé à se manifester en 1964 et n'ont été réellement jugulées qu'en 1966.

La politique de stabilisation et des facteurs de caractère non économique ont entraîné un ralentissement marqué de l'activité en 1967 et un recul des investissements privés. Toutefois, vers la fin de l'année, la production industrielle a amorcé une reprise et, à la suite des mesures spéciales prises en matière budgétaire et dans le domaine du crédit, le volume de la construction de logements a recommencé à s'accroître. Tant en 1967 qu'en 1968, les finances publiques ont eu une influence expansionniste. Les investissements productifs sont restés relativement faibles en 1967 et dans les premiers mois de 1968. Le sous-emploi des ressources productrices, conjugué aux mesures de contrôle des prix et aux modifications apportées à la politique de soutien de certains produits agricoles, s'est accompagné d'une relative stabilité des prix, mais le taux de croissance plus faible de ces deux dernières années n'a pas eu d'influence marquée sur le déficit de la balance des paiements courants. Selon des estimations provisoires, le déficit de 1968 a été sensiblement égal à celui de 1966 — environ 270 millions de dollars. Les entrées nettes de capitaux étrangers ont de nouveau augmenté après avoir régressé en 1967 et il est possible qu'elles aient à peu près compensé le déficit courant. Toutefois, les entrées de capitaux étaient constituées dans une plus forte proportion de capitaux à moyen terme plutôt qu'à long terme.

Les statistiques récentes (jusqu'à l'automne 1968) font apparaître une progression assez rapide de la consommation privée, un accroissement plus prononcé de la consommation publique et une expansion soutenue de la construction de logements. Il est probable que ces tendances se poursuivront en 1969, mais il est possible que, par son incidence sur les revenus des agriculteurs, la médiocrité des récoltes limite la croissance de la consommation privée. Les investissements publics, qui n'avaient pas progressé au premier semestre de 1968, se sont considérablement redressés récemment. De leur côté, les investissements productifs du secteur privé semblent avoir dernièrement amorcé une reprise.

Les prévisions officielles pour 1969 sont les suivantes: forte croissance du PNB (de 8 à 9 %, à prix constants, au coût des facteurs) et forte progression des investissements tant publics que privés. Il semble que l'accroissement des investissements productifs privés doive résulter essentiellement de la mise en œuvre de certains grands projets comportant une participation étrangère. Peut-être sera-t-il difficile de réaliser intégralement des taux de croissance aussi élevés, si l'on tient compte des retards habituels. Toutefois, si la forte expansion qui paraît être en cours se confirme dans le proche avenir, il faudra ajuster la politique du crédit et la politique budgétaire aux exigences de l'équilibre financier. Il conviendrait notamment de limiter les nouveaux engagements en faveur de la construction de logements si l'on veut éviter le risque de surchauffe par la suite.

La progression rapide que devraient marquer la production et les investissements entraînera probablement un accroissement considérable des importations et risque ainsi d'aggraver le déficit commercial. L'évolution des recettes invisibles en 1969 est incertaine; si elle devait être sensiblement affectée par les mesures restrictives prises récemment dans certains pays-Membres, il sera peut-être difficile de financer aux conditions appropriées un déficit courant plus important.

Les prévisions officielles à court terme s'inspirent, en principe, des projections et des objectifs à moyen terme du Plan de Développement pour 1968-1972. Certains de ces objectifs paraissent assez ambitieux — l'intention par exemple, de conjuguer un taux moyen de croissance de 8 % avec une relative stabilité des prix et une importante progression de l'épargne aussi bien publique que privée. Néanmoins, seule une croissance relativement rapide peut permettre de faire face aux besoins essentiels du développement économique de la Grèce. Malgré des projections assez optimistes, on compte qu'à la fin de la période couverte par le Plan, l'emploi dans l'industrie ne représentera encore que 16,5 % de l'emploi total. Les auteurs du Plan insistent sur l'importance que présentent l'application de mesures économiques adaptées aux problèmes à court terme et la réalisation de réformes institutionnelles pour assurer une croissance rapide et équilibrée. Plusieurs des mesures déjà prises pendant la période couverte par la présente étude vont dans le sens de l'orientation générale du Plan, notamment le remplacement du système de soutien des prix agricoles par des subventions directement versées aux exploitants et les importantes mesures d'incitation visant à encourager le développement du marché des capitaux. Cependant, il est possible que le principal obstacle à une expansion rapide à moyen terme provienne, comme dans d'autres pays en voie de développement, de la situation de la balance des paiements.

*ANNEXE STATISTIQUE*

Tableau A Origine  
En milliard

	1963	1964
1 Consommation privée	102,1	112,9
2 Consommation publique	15,1	17,6
3 Formation brute de capital fixe <sup>2</sup>	27,5	34,3
4 Variation des stocks <sup>3</sup>	4,1	4,6
5 Exportations de biens et services et revenus en provenance du reste du Monde	17,6	18,7
6 Importations de biens et services et revenus versés au reste du Monde	25,4	30,4
7 Solde extérieur	-7,8	-11,7
8 Produit national brut aux prix du marché	141,0	157,7
9 Produit intérieur brut au coût des facteurs dont :	121,6	135,8
10 Agriculture, sylviculture, pêche	31,4	34,7
11 Industries extractives	1,2	1,5
12 Industries manufacturières	19,9	21,9
13 Électricité, gaz et services d'utilité publique	2,0	2,3
14 Construction	8,1	9,9
15 Services	59,0	65,5
1 Données provisoires.		
2 A l'exclusion des navires dont la valeur s'élevait à	0,3	1,9
3 Y compris or non monétaire.		

Source : Mémoire de la Grèce.

Tableau B Formation  
En milliards

	1963	1964
Formation brute de capital fixe totale <sup>1</sup>	27,50	34,28
A VENTILATION PAR SECTEUR:		
Investissements privés <sup>1</sup>	19,32	25,00
Investissements publics, y compris les entreprises publiques	8,18	9,28
B VENTILATION PAR PRODUIT:		
Terrains et locaux d'habitation	9,35	11,61
Autres bâtiments	3,78	4,73
Autres constructions et ouvrages	6,32	7,08
Matériel de transport <sup>1</sup>	2,26	2,97
Matériel divers	5,79	7,89
C VENTILATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ:		
Agriculture, sylviculture et pêche	3,85	4,33
Industries extractives et manufacturières	3,68	4,63
Locaux d'habitation	9,02	11,26
Transports et communications <sup>1</sup>	4,90	6,34
Électricité, gaz et eau	1,84	2,82
Administrations publiques	0,26	0,23
Autres services	3,95	4,67
1 A l'exclusion des navires dont la valeur s'élevait à	0,31	1,85

Source : Ministère de la Coordination.

**utilisation des ressources**  
**de drachmes**

Aux prix courants				Aux prix de 1958					
1965	1966	1967 <sup>1</sup>	1968 <sup>1</sup>	1963	1964	1965	1966	1967 <sup>1</sup>	1968 <sup>1</sup>
126,8	138,5	147,5	157,0	95,9	104,3	113,1	118,8	125,6	133,7
20,3	23,3	27,3	29,5	12,2	13,1	14,0	14,9	15,9	16,4
40,2	45,0	46,0	53,7	24,5	29,1	33,0	36,7	36,7	42,6
6,6	1,4	1,0	-0,8	3,4	4,2	6,0	0,9	1,4	-0,7
20,5	..	..	..	17,7	18,7	20,6	..	..	..
37,1	..	..	..	26,6	30,9	37,6	..	..	..
-16,6	-11,2	-10,8	-12,8	-8,9	-12,2	-17,0	-10,7	-11,2	-13,1
177,3	196,9	211,0	226,7	127,1	138,5	149,1	160,6	168,4	178,9
152,0	167,7	178,8	188,0	108,8	118,1	126,9	135,3	140,7	146,3
38,3	39,8	41,7	39,0	27,1	28,9	29,6	29,6	31,0	29,1
1,8	45,0	46,9	51,6	1,2	1,3	1,5	40,2	41,5	45,6
24,4				19,3	21,2	23,1			
2,0				1,8	2,0	2,3			
11,3				7,4	8,6	9,5			
74,3	82,9	90,2	97,4	52,0	56,1	60,8	65,5	68,2	71,6
1,7	3,7	2,3	..	0,4	1,6	1,7	3,3	1,9	..

**brute de capital fixe**  
**de drachmes**

Aux prix courants				Aux prix de 1958					
1965	1966	1967	1968	1963	1964	1965	1966	1967	1968
40,16	45,0	46,0	53,7	24,47	29,09	33,02	36,7	36,7	42,6
29,46	33,1	32,4	37,9	17,29	21,49	24,59	27,4	26,1	30,4
10,70	11,9	13,6	15,8	7,18	7,60	8,43	9,3	10,6	12,2
14,01	15,1	14,4	17,4	9,02	10,85	12,65	13,3	12,6	15,0
4,57	5,7	5,7	7,0	3,58	4,25	3,96	4,8	4,8	5,9
9,05	10,0	11,0	13,0	5,60	5,84	7,02	7,6	8,5	9,9
3,16	5,0	4,6	4,7	1,82	2,40	2,52	4,3	3,7	3,8
9,37	9,2	10,3	11,6	4,45	5,75	6,88	6,7	7,1	8,0
4,81				3,40	3,62	3,93			
6,16				2,72	3,25	4,32			
13,50				8,72	10,53	12,20			
6,90				4,12	5,16	5,39			
3,48				1,59	2,17	2,60			
0,15				0,24	0,21	0,13			
5,16				3,68	4,15	4,45			
1,72	3,70	2,30		0,39	1,57	1,67	3,30	1,90	..

**Tableau C Indices de la production industrielle**  
Moyennes mensuelles: 1959 = 100

	Pon- déra- tion	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966				1967				1968		
								I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
1 Indice général de la production industrielle	100	124	132	147	160	186	196	162	196	201	185	182	203	204	193	186	214	225
2 Indice de la production manufacturière	83,3	125	133	147	158	183	189	158	196	199	178	172	198	198	186	178	209	216
A Alimentation, boissons, tabac	23,8	107	118	127	130	148	144	90	195	208	99	90	179	200	103	95	184	208
<i>dont :</i>																		
Tabac	9,8	104	117	136	132	153	133	41	266	254	51	48	212	227	43	46	198	226
Produits alimentaires	11,0	109	118	118	120	131	134	118	126	148	130	111	128	151	145	122	139	175
B Autres branches	59,5	130	139	155	170	197	207	185	196	195	210	206	206	197	219	211	219	220
<i>dont :</i>																		
Industrie textile	15,2	126	130	142	154	169	163	168	164	162	181	164	152	158	179	162	156	163
Industrie chimique	7,6	135	146	168	181	217	255	203	203	205	255	253	247	235	288	283	271	280
Industrie pétrolière	3,7	110	117	120	121	175	223	121	199	203	176	211	200	224	255	264	249	251
Matériaux de construction	6,3	116	131	148	170	188	200	167	193	203	189	169	209	219	204	182	220	215
Métallurgie de base	2,7	164	186	265	331	476	531	371	435	518	571	536	541	473	574	577	574	671
Transformation des métaux	3,6	167	164	197	246	265	268	279	281	251	252	260	322	239	251	257	321	288

Source : Bulletin mensuel de statistique.

**Tableau D Production agricole**  
En milliers de tonnes

	1963	1964	1965	1966	1967 <sup>1</sup>
<i>Céréales</i>					
Blé	1 387	2 170	1 989	1 959	1 848
Maïs	312	289	298	323	335
Riz	83	113	105	86	91
Autres céréales	413	466	617	835	1 022
<i>Fruits et légumes</i>					
Oranges	204	296	297	379	190
Citrons	84	88	98	107	93
Pommes et pêches	190	254	259	261	293
Tomates	527	532	548	611	650
Pommes de terre	585	632	589	579	728
Raisins de Corinthe	78	68	95	86	51
Raisins secs	51	78	79	91	89
Raisins de table	113	195	207	199	200
Olives de table	56	29	46	61	50
Huile d'olive	208	130	191	186	195
<i>Plantes fourragères</i>	1 314	1 400	1 560	1 766	1 930
<i>Plantes industrielles</i>					
Tabac	127	132	122	92	104
Coton	266	186	205	242	270
Betteraves	351	533	690	719	920
<i>Produits animaux</i>					
Lait (Production totale)	1 102	1 104	1 129	1 223	1 296
Beurre	12	13	13	8	8
Viande	200	216	229	235	246
Fromage	107	98	101	116	124

<sup>1</sup> Estimations.

Source : Ministère de l'Agriculture, Athènes.

Tableau E Autres

	1964	1965	1966	1967
<b>CONSTRUCTION</b>				
Nombre de logements neufs construits	66 236	79 446	83 944	81 929
<i>dont</i> : dans la région athénienne	32 582	40 210	41 214	28 803
<b>TOURISME:</b>				
Nombre de touristes arrivés en Grèce (milliers)	757,5	976,1	1 131,6	996,5
<b>MARINE MARCHANDE:</b>				
Tonnage total ( <i>milliers de t.j.b.</i> )	7 248	7 256	7 856	8 050
<b>EMPLOI ET CHÔMAGE (fin de période)</b>				
Chômeurs enregistrés (moyennes mensuelles, <sup>1</sup> milliers)	65	64	65	84
Indices de l'emploi (Industries manufacturières, novembre 1964 = 100, moyennes trimestrielles)	98,2	101,7	104,8	103,3
<b>ÉMIGRATION:</b>				
Départs définitifs ( <i>milliers</i> )	105,6	117,2	86,9	42,7
<i>dont</i> : Amérique du Nord ( <i>milliers</i> )	7,1	8,3	18,5	17,6
Australie ( <i>milliers</i> )	16,0	18,6	13,1	7,9
Europe occidentale ( <i>milliers</i> )	79,5	87,2	53,1	15,7
<b>INDICES DES VENTES AU DÉTAIL (JANVIER 1967=100)</b>	90,5	101,7	110,4	115,2

1 Corrigé des variations saisonnières.

Sources : Bulletin mensuel de statistique — Principaux indicateurs économiques (OCDE).

Tableau F

	Pon- déra- tion	1964	1965	1966	1967	1968
<b>A Prix à la consommation (juin 1959 = 100)</b>						
1 Indice général	100,0	107,8	111,0	116,6	118,6	
2 Indice des produits alimentaires	43,7	110,2	115,3	122,0	122,8	
3 Indice « habillement-chaussures »	14,3	100,3	101,6	106,8	109,9	
<b>B Prix de gros (produits de consommation intérieure)</b>						
4 Indice général 1952 = 100		161,8	169,1	174,9	173,1	173,6
5 Produits alimentaires		160,6	167,5	174,9	171,3	173,0
6 Produits finis		149,7	154,1	160,4	161,7	160,4

\* Moyenne d'octobre-novembre.

Source : Banque de Grèce, bulletin mensuel de statistique.

**indices d'activité**

1966				1967				1968			
I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
19 514	25 098	13 709	25 623	14 521	20 982	22 785	23 641	21 101	31 808		
10 078	11 995	3 794	15 347	6 777	7 333	..	..	..	..		
106,4	335,4	528,2	161,6	126,2	290,6	449,0	130,7	91,5	325,3	437,0	
7 433	7 606	7 721	7 856	7 920	7 856	7 988	8 050	8 185	8 506	8 963	
64	61	65	69	75	82	93	88	80	74	70	
99,5	104,6	109,1	106,0	100,9	105,5	105,0	101,7	97,1	101,6		
20,8	23,8	27,1	15,2	8,6	8,7	14,3	11,1	8,4	5,7		
2,9	5,7	6,0	3,9	3,4	4,2	5,4	4,6	2,9	2,6		
2,7	3,8	3,3	3,3	1,8	1,7	1,6	2,8	2,2	2,0		
14,5	13,7	17,2	7,7	3,0	2,5	6,7	3,5	2,6	3,5		
97,0	109,1	105,0	130,3	101,6	113,7	109,6	135,9	110,5	123,9		

**Indices des prix**

1966				1967				1968			
I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
114,5	116,7	116,4	118,7	119,6	119,7	117,6	117,5	118,1	119,1	118,7	119,6*
120,5	122,4	121,6	123,4	126,0	124,8	121,0	119,5	121,8	122,7	122,5	123,9*
102,2	106,5	105,8	110,2	107,9	111,1	109,2	111,5	108,3	111,2	108,8	111,5*
174,0	175,4	174,0	176,1	179,8	175,2	168,3	169,1	173,2	172,8	173,1	175,3
175,4	175,7	172,0	176,6	183,2	174,4	162,2	165,5	172,6	170,7	171,8	176,7
159,9	160,2	160,8	160,7	161,0	162,3	161,9	161,6	161,0	160,8	159,9	159,9

Tableau G (a)  
SITUATION EN  
En millions

	1964	1965	1966	1967
<b>I MASSE MONÉTAIRE :</b>				
1 Billets en circulation	19,320	22 338	25 076	32 327
2 Monnaie divisionnaire	840	940	1 023	1 119
3 Dépôts à vue	8 021	9 057	9 761	9 972
4 Total des disponibilités monétaires	28 181	32 335	35 860	43 418
5 Dépôts d'épargne	22 768	25 320	31 904	35 144
6 Dépôts à terme	4 996	4 975	5 913	7 010
7 Autres dépôts	10 839	12 529	13 965	13 766
8 Total des disponibilités quasi monétaires	38 603	42 824	51 782	55 920
<b>II CRÉDITS À L'ÉCONOMIE</b>				
9 Total des crédits à l'économie	52 632	59 264	68 717	79 434
10 Crédits financés par la Banque de Grèce	15 325	18 571	21 968	25 488
11 Crédits financés par les banques commerciales	23 316	24 468	28 463	33 505

Source : Bulletin mensuel de statistique de la Banque de Grèce.

**Monnaie et crédit**

FIN DE PÉRIODE

de drachmes

1966				1967				1968			
I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
21 122	21 782	23 068	25 076	22 963	27 082	28 024	32 327	28 868	29 625	30 515	
926	946	973	1 023	1 013	1 048	1 078	1 119	1 091	1 111	1 136	
9 074	9 412	9 846	9 761	9 081	9 434	9 433	9 972	9 540	10 668	11 112	
31 122	32 140	33 887	35 860	33 057	37 564	38 535	43 418	39 499	41 404	42 763	
26 150	27 820	29 172	31 904	33 843	33 007	35 055	35 141	38 341	41 162	43 142	
4 956	5 171	5 471	5 913	6 497	6 627	6 811	7 010	7 422	7 861	8 313	
12 646	13 220	13 585	13 965	13 406	13 520	13 455	13 766	13 257	15 015	15 412	
43 752	46 211	48 228	51 782	53 746	53 154	55 321	55 917	59 020	64 038	66 867	
59 931	63 216	65 522	68 717	69 759	72 174	75 247	79 434	81 081	86 252	90 204	
18 572	19 113	21 096	21 968	20 401	22 446	23 679	25 488	25 590	26 893	30 986	
24 622	26 377	27 204	28 463	29 831	30 089	31 813	33 505	33 474	37 100	38 256	

**Tableau G (b) Taux d'intérêt**  
En pourcentage

	Jusqu'au 31.8.1966	A partir du: 1.9.1966	1.10.1968
1 Taux officiel d'escompte	5,5	5,5	5,0
2 Dépôts à vue	1,5	0,75	0,75
3 Dépôts d'épargne (jusqu'à 100 000 Dr.)	4,5	5,0	5,0
4 Dépôts à terme (de six à douze mois)	5,75	6,25	6,25
<b>Taux de base des crédits accordés</b>			
5 à l'industrie (à court terme)	7,5-9,0	8,0-9,0	8,0
6 à l'industrie (à long terme)	7,0	7,5	7,5
7 au commerce	10,0	11,0	10,0
8 au commerce du tabac et à l'exportation	5,5	6,0	6,0
Dépôts obligatoires, ne portant pas intérêts, des banques commerciales auprès de la Banque de Grèce (en pourcentage du montant de chaque catégorie de crédit)			
9 Crédits à court terme à l'industrie		10,0	
10 Crédits à long terme à l'industrie		—	
11 Au commerce		25,0	
12 Au commerce du tabac et à l'exportation		—	

Source : Banque de Grèce.

Tableau H Commerce extérieur par groupes de produits (Millions de dollars)

Sur la base des règlements

(a) IMPORTATIONS<sup>1</sup>

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 Jan.- Nov.
1 Produits alimentaires	94	100	85	132	140	177	181	164	163
2 Matières premières	132	141	151	166	199	215	242	244	226
3 Produits énergétiques et lubrifiants	47	47	48	52	55	67	77	90	91
4 Biens d'équipement	78	100	136	134	181	228	249	251	217
<i>dont :</i>									
Machines	64	78	99	107	151	189	202	205	184
Matériel de transport	15	22	37	26	30	39	48	46	33
5 Produits de consommation manufacturés <sup>2</sup>	146	174	188	224	249	275	342	363	351
6 Total <sup>2</sup>	497	561	609	708	831	976	1 103	1 125	1060

1 A l'exclusion des navires. Le chiffre de 1962 comprend toutefois une somme de 11 millions de dollars, représentant la valeur de navires reçus à titre de réparation de guerre.

2 Y inclus frets non répartis.

(b) EXPORTATIONS<sup>1</sup>

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 Jan.- Nov.
1 Produits alimentaires et boissons	58	60	70	71	80	104	133	148	136
2 Tabac	72	81	68	128	118	111	120	125	81
3 Matières premières et produits semi-finis	42	55	60	53	56	43	55	58	49
4 Minerais et métaux	18	16	16	16	21	23	27	25	31
5 Produits manufacturés et artisanaux	8	8	15	15	21	34	54	81	93
6 Divers	11	14	15	13	13	17	14	16	8
7 Total	209	234	244	296	309	332	403	453	398

Source : Bulletin mensuel de Statistique de la Banque de Grèce.

# OECD SALES AGENTS

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINE - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,  
Humberto 1° 545 BUENOS AIRES

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,  
178 Collins Street, MELBOURNE, 3000.

### AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1  
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

### BELGIUM - BELGIQUE

Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij  
Belgiëlei 147, ANVERS.

Librairie des Sciences

76-78, Coudenberg, BRUXELLES 1.

### CANADA

Queen's Printer - L'imprimeur de la Reine.

### OTTAWA.

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6

### KÖBENHAVN K.

### FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,

### HELSINKI.

### FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.

P.O.B. 83, TAIPEI.

### TAIWAN.

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE

2, rue André-Pascal, 75 PARIS-16°

*Principaux sous-dépôtaires :*

PARIS : Presses Universitaires de France,

49, bd Saint-Michel, 5°

Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7

13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.

38 GRENOBLE : Arthaud

67 STRASBOURG : Berger-Levrault.

### GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.

Postfach 9380, 53 BONN.

Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.

MÜNCHEN : Hueber, HAMBURG : Reuter-

Klöckner ; und in den massgebenden Buchhand-

lungen Deutschlands.

### GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 28, rue du Stade,

ATHÈNES-132.

Librairie Internationale Jean Mihalopoulos

33, rue Sainte-Sophie, THESSALONIKI

### ICELAND - ISLANDE

Snebjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,

P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

### INDIA - INDE

International Book House Ltd.,

9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1

Oxford Book and Stationery Co. :

NEW DELHI Scindia House.

CALCUTTA, 17 Park Street.

### IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,

### DUBLIN

### ISRAEL

Emanuel Brown,

35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,

TEL-AVIV.

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni

Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.

Via P. Mercuri 19/B, 00 193 ROMA.

*Sous-dépôtaires :*

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10 122 TORINO.

*La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.*

### JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103.  
P.O.B. 3050, Tokyo International 100-31.

### KENYA

New Era Associates Ghale House, Government  
Road, P.B. 6854.

### NAIROBI.

### LEBANON - LIBAN

Redico

Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641

### BEYROUTH.

### LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 22, Grand'Rue,

### LUXEMBOURG.

### MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,  
Old Bakery Street, VALLETTA.

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum & Zoon,

Buitenhof 36, DEN HAAG.

Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema &

Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTERDAM :

De Wester Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

### NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Government Printing Office,

Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON

and Government Bookshops at

AUCKLAND (P.O.B. 5344)

CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)

HAMILTON (P.O.B. 857)

DUNEDIN (P.O.B. 1104).

### NORWAY - NORVEGE

A/S Bokhjørnet, Akersgt. 41, OSLO 1.

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, Shahrah Quaid-E-Azam,  
LAHORE 3.

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

### SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.

Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,

### BARCELONA 1.

### SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,  
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

### SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE, 11

et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,

MONTREUX, BERNE, BALE, ZURICH.

### TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,  
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,  
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,

BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,

BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1305,  
1750 Pennsylvania Ave, N. W.

WASHINGTON, D.C. 20006. Tel : (202) 298-8755.

### VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda, 52,

Edificio Galipan, CARACAS.

### YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,  
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire  
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2, Rue André-Pascal, 75 Paris (16°).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, 75 Paris (16°)

PUBLICATIONS DE L'OCDE  
2, rue André-Pascal, Paris XVI<sup>e</sup>  
Dépôt légal n° 1.862 1969.  
N° 25.250



*IMPRIMÉ EN SUISSE*

## AUTRES PUBLICATIONS

Département des affaires Économiques et Statistiques de l'OCDE

### STATISTIQUE DE BASE

#### STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE 1965-66

(Février 1968)

	DM	FF/FS	\$	£
Prix .....	10,80	13,00	3,20	22s. 6d.

#### STATISTIQUES DE L'ÉNERGIE 1952-66

(Février 1968)

	DM	FF/FS	\$	£
Prix .....	19,20	23,00	5,80	40s.

#### LA CONSOMMATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DE L'OCDE 1954-66

(Avril 1968)

### PÉRIODIQUES

#### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

(mensuel)

	DM	FF/FS	\$	£
Par numéro .....	5,00	6,00	1,50	10s.
Abonnement annuel .....	60,00	72,00	18,00	120s.

#### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

(Juillet et décembre chaque année)

	DM	FF/FS	\$	£
Par numéro .....	12,50	15,00	3,80	26s.
Abonnement annuel .....	20,00	24,00	6,00	41s.
Amérique, Extrême-Orient (par avion) .....		32,00	7,50	55s.

OCDE

*Département des Affaires Économiques et Statistiques*

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

*Études détaillées du développement économique  
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays P.5 \$0.80 5/6 DM 2.50

Abonnement pour la série F.42 \$10 72/- DM 35

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.*

*Pour le prix de cette publication et une sélection d'autres ouvrages, voir au verso.*